

DU RECOURS
CONTRE
L'AUTEUR RESPONSABLE
EN MATIÈRE
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 29 Mai 1931, à 14 heures

PAR

Henri MABIRE

JURY

Président : M. Georges RIPERT, professeur

*Suffragants : MM. CAPITANT, professeur
ROUAST, professeur.*

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge
PARIS

1931

FACULTE DE DROIT — UNIVERSITE DE PARIS

DU RECOURS
CONTRE
L'AUTEUR RESPONSABLE
EN MATIÈRE
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 29 Mai 1931, à 14 heures

PAR

Henri MABIRE

JURY

Président : M. Georges RIPERT, professeur

Suffragants : MM. CAPITANT, professeur
ROUAST, professeur.

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge
P A R I S

—
1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Jusqu'à la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, la victime d'un accident du travail ne pouvait obtenir la réparation du dommage subi qu'à la condition de faire la preuve, soit de la faute du patron, d'un de ses ouvriers ou préposés, soit de la faute d'un tiers. Autrement dit, la victime d'un accident du travail était sous l'empire du droit commun. Il en résultait que l'ouvrier, ne pouvant faire cette preuve que dans l'infime minorité des cas, le plus grand nombre des accidents du travail restait à la charge des victimes.

Le principe de l'article 1382, qui se comprend très bien lorsqu'il s'agit de personnes n'ayant entre elles aucun rapport contractuel, n'était plus admissible lorsqu'il s'agissait de régler les relations des chefs d'entreprise, avec leurs ouvriers et employés.

L'idée dont s'inspire la loi du 9 avril 1898 s'imposa aux esprits dès 1848, près d'un demi-siècle auparavant, sous l'influence du développement de l'industrie qui augmentait le risque du travail et aussi sous l'influence de sentiments de justice et d'humana-

nité en même temps que de solidarité et de responsabilité sociales.

La loi du 9 avril 1898 créa pour les victimes d'accidents du travail une législation d'exception.

Elle repose sur le principe du risque professionnel, c'est-à-dire la mise à la charge des chefs d'entreprise de la responsabilité des accidents survenus à leurs ouvriers ou employés par le fait ou à l'occasion du travail, avec fixation d'indemnités forfaitaires et transactionnelles.

Le chef d'entreprise supporte le préjudice causé sans qu'il soit besoin de rechercher les causes de l'accident, mais il n'a à sa charge qu'une partie du dommage. En cas d'infirmité, les indemnités sont seulement conditionnées par le salaire et le taux de réduction de la capacité.

Voici un court historique de la législation sur les accidents du travail.

La loi du 9 avril 1898, qui est le fondement de cette législation, ne fut promulguée qu'à la suite de longs débats. Réclamée aussi bien par les ouvriers que par les patrons, elle fut très bien accueillie.

La première proposition qui s'y rattache fut due à l'initiative de M. Nartin-Nadaud, et déposée le 29 mai 1880. Elle était basée sur le système du renversement de la preuve. C'est le principe qui est admis aujourd'hui par la Cour de Cassation en matière d'accidents automobiles.

Puis il y eut une proposition de M. Félix Faure du 11 février 1882, qui posa le principe du risque professionnel.

Une série d'autres propositions aboutit au vote de la loi le 9 avril 1898.

Le patron, qu'il soit ou non responsable, doit réparer le préjudice causé aux ouvriers victimes d'un accident du travail, mais cette réparation n'est pas totale, en outre, en cas d'incapacité permanente ou de mort, elle est allouée sous forme de rente.

Cette loi du 9 avril 1898 eut une longue gestation. Les législateurs d'alors firent preuve d'une sage prévoyance. Les assujettis furent, au début, en nombre assez restreint, la loi ne visant que les professions où le risque d'accidents était spécialement appelé à jouer ; ce n'est que par une série de lois successives que le domaine d'application de la loi fut étendue à presque tous les salariés : employés de commerce, gens de maison et agriculteurs.

Si l'auteur responsable de l'accident du travail était un tiers, il fallait conserver à la victime le droit de réclamer la réparation intégrale du préjudice causé conformément aux règles du droit commun et exonérer le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. C'est ce qu'a prévu l'article 7 de la loi, qui a pour origine un amendement présenté à la Chambre des Députés par M. Bernard, et dont la rédaction fut de M. Thévenet.

A l'heure actuelle, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour but de modifier la loi du 9 avril 1898, attend d'être discuté par le Sénat.

Il a été rapporté à la Chambre des Députés par M. Gros (Documents Parlementaires, Chambre, 1926, annexe n° 3.159, p. 1.089) et au Sénat par le docteur Chauveau (Sénat, 1930, session ordinaire n° 423, annexe Procès verbal, séance 7 juillet 1930).

La Commission Sénatoriale de l'Hygiène chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, y a apporté de nombreuses et utiles modifications.

Il faut s'en féliciter, car les députés qui avaient rédigé et discuté ce projet et qui avaient tenu compte des indications de la doctrine et de la jurisprudence sur certains points, avaient oublié sur d'autres d'apporter des précisions qui, pourtant, se trouvent dans l'article 7 actuel et auraient ouvert la voie à de nouvelles controverses nées de cette nouvelle rédaction.

Le texte proposé par la Commission Sénatoriale de l'Hygiène est encore loin d'être complètement au point. Il subira probablement de profonds remaniements soit de la part du Sénat, soit de la part de la Chambre des Députés. Cela ne veut pas dire qu'il sera parfait étant donné la complexité des principes juridiques mis en œuvre, principes qui peuvent être

déformés par des amendements présentés au cours des débats en séance.

L'ensemble de ces projets augmente sensiblement les indemnités allouées aux victimes d'accidents du travail.

Ces projets contiennent, en outre, une nouvelle rédaction de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, qui est l'objet principal de cette étude.

L'article 7 avait été déjà une première fois modifié par une loi du 22 mars 1902, des controverses s'étant élevées dès la mise en application de la loi sur les conditions dans lesquelles devait s'effectuer l'exonération du patron, lorsque le tiers responsable était condamné non au service d'une rente, mais au paiement d'un capital.

Les modifications que la Chambre des Députés et le Sénat proposent d'apporter à la rédaction actuelle de cet article sont signalées et analysées au cours de l'examen des différentes questions auxquelles elles se rapportent.

Le recours contre l'auteur responsable en matière d'accident du travail, tel est le sujet de cette étude.

Le principe de la responsabilité forfaitaire est défini dans l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, dont voici le texte :

« Les ouvriers et employés désignés à l'article
« précédent ne peuvent se prévaloir à raison des ac-
« cidents dont ils sont victimes dans leur travail
« d'aucunes dispositions autres que celles de la pré-
« sente loi. »

L'article 7, modifié par la loi du 22 mars 1902, règle la situation en cas d'accidents survenus par la faute d'un tiers. Voici le texte de cet article :

« Indépendamment de l'action résultant de la
« présente loi, la victime ou ses représentants con-
« servent contre les auteurs de l'accident, autres que
« le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de
« réclamer la réparation du préjudice causé, confor-
« mément aux règles du droit commun.

« L'indemnité qui leur sera allouée exonérera
« à due concurrence le chef de l'entreprise des obli-
« gations mises à sa charge. Dans le cas où l'acci-
« dent a entraîné une incapacité permanente ou la
« mort, cette indemnité devra être attribuée sous
« forme de rentes servies par la Caisse Nationale des
« retraites,

« En outre de cette allocation sous forme de
« rente, le tiers reconnu responsable pourra être
« condamné, soit envers la victime, soit envers le
« chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'ins-
« tance, au paiement des autres indemnités et frais
« prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

« Cette action pourra même être exercée par le
« chef d'entreprise, à des risques et périls, aux lieu
« et place de la victime ou de ses ayants-droit, si
« ceux-ci négligent d'en faire usage. »

Voici les nouvelles rédactions de ces articles proposés par la Chambre des Députés et la Commission Sénatoriale de l'Hygiène.

Il est intercalé, à l'art. 2, les mots « hormis le cas prévu à l'art. 7 ». Les textes des art. 2 et 7 se contredisant actuellement quelque peu, puisque l'un prohibe dans tous les cas en termes absolus et généraux ce que l'autre autorise dans certaines conditions.

« Art. 6 du texte voté par la Chambre des Députés : L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé comme suit :

« Indépendamment de l'action résultant de la
« présente loi, la victime ou ses ayants-droit conservent contre les auteurs de l'accident, autres que
« le patron ou ses ouvriers et préposés, et même
« contre eux, en cas de crime ou délit intentionnel,
« le droit de réclamer la réparation du préjudice
« causé, conformément aux règles du droit commun.

« L'indemnité qui leur sera allouée exonérera
« à due concurrence l'employeur des indemnités
« mises à sa charge. En cas d'incapacité permanen-

« te, cette indemnité sera comprise pour partie d'u-
« ne rente au moins égale à celle mise à la charge
« de l'employeur par la présente loi. Le surplus de
« l'indemnité pourra être alloué à la victime sous
« forme de capital.

« En outre de ces indemnités, le tiers reconnu
« responsable pourra être condamné à payer ou à
« rembourser à la victime, ou à l'employeur, les
« autres indemnités prévues aux articles 3 et 4 ci-
« dessus.

« Cette action contre le tiers responsable pour-
« ra même être exercée par l'employeur pour lui
« permettre de faire valoir ses droits propres. »

Article 6 du Texte proposé par la Commission
Sénatoriale de l'Hygiène :

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé
comme suit :

« Indépendamment de l'action résultant de la
« sente loi, la victime ou ses ayants-droit conservent
« contre les auteurs de l'accident, autres que le pa-
« tron ou ses ouvriers et préposés et même contre
« eux en cas de crime ou délit intentionnel, le droit
« de réclamer la réparation du préjudice causé, con-
« formément aux règles du droit commun.

« Si la responsabilité du tiers auteur de l'acci-
« dent est entière, l'indemnité qui sera allouée exo-

« nérera l'employeur des indemnités mises à sa
« charge. Elle devra comporter, en cas d'incapacité
« permanente ou de mort, une rente ou des rentes
« égales à celles fixées par la présente loi, augmen-
« tées, s'il y a lieu, des allocations ou majorations
« qu'elle prévoit, et, le cas échéant, d'une rente
« supplémentaire destinée à rendre la réparation
« égale au préjudice causé. Cette dernière rente
« seule pourra être allouée sous forme de capital.

« Si la responsabilité du tiers n'est que par-
« tielle, le chef d'entreprise n'est exonéré que de la
« fraction des indemnités légales correspondant à la
« part de responsabilité du tiers et, pour le surplus,
« il reste tenu, vis-à-vis de la victime ou de ses
« ayants-droit. L'indemnité due par le tiers devra, en
« cas d'incapacité permanente ou de mort, compren-
« dre la fraction de la ou des rentes légales mises à sa
« augmentée d'une rente supplémentaire pour ré-
« parer le préjudice causé.

« Les rentes fixées par la présente loi, et al-
« louées en vertu du présent article, ainsi que les
« rentes supplémentaires qui ne seraient pas al-
« louées en capital, devront, dans les deux mois de
« la décision judiciaire définitive ou de l'accord des
« parties, être constituées par les débiteurs à la
« Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse
« suivant les tarifs fixés pour les accidents du tra-
« vail. Le chef d'entreprise n'est exonéré définitive-
« ment qu'après cette constitution.

« En outre des rentes, le tiers reconnu respon-
« sable pourra être condamné à payer ou à rembour-
« ser en tout ou en partie, dans les conditions ci-
« dessus indiquées à la victime ou à l'employeur, les
« autres indemnités prévues aux articles 3 et 4 ci-
« dessus.

« Cette action contre le tiers responsable pourra
« même être exercée par l'employeur pour lui per-
« mettre de faire valoir ses droits propres.

« La victime devra dénoncer au chef d'entre-
« prise l'action qu'elle intente au tiers responsable.

« Le tiers condamné pourra, concurremment
« avec le chef d'entreprise, exercer l'action en revin-
« dication prévue à l'article 19, comme il devra subir
« le cas échéant celle de l'ouvrier. »

Une première Partie traitera du recours exercé
par la victime contre le patron.

La deuxième Partie sera consacrée au recours
exercé contre le tiers responsable.

PREMIERE PARTIE

LE RECOURS CONTRE LE PATRON

CHAPITRE PREMIER

En cas de faute du Patron

Si l'auteur responsable d'un accident du travail est le patron ou l'un de ses ouvriers et préposés, les victimes, assujetties à la loi du 9 avril 1898, ne peuvent se prévaloir à leur encontre d'aucunes dispositions autres que celles de la loi du 9 avril 1898, art. 2 de la loi.

Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, donnent, aux victimes, droit à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption du travail ait duré plus de quatre jours. La responsabilité de l'accident importe peu, sauf si la victime a intentionnellement provoqué l'accident, auquel cas aucune indemnité ne peut lui être attribuée — Par. 1 de l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 — ou si l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, auquel cas la

pension peut être diminuée — Par. 2 de l'art. 20 — ou si l'accident est dû à une faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, auquel cas l'indemnité peut être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser, soit la réduction, soit le montant du salaire annuel. Par. 3 de l'art. 20.

L'ouvrier victime d'un accident du travail n'a pas le droit d'opter entre le droit commun des art. 1382 et suivants du Code Civil et la loi du 9 avril 1898, même en cas de faute nettement établie du patron.

Comme conséquence, la victime n'est pas fondée à se porter partie civile devant une juridiction répressive, au cours de la poursuite exercée contre le patron ou ses préposés pour blessures ou homicide par imprudence.

Cr. Paris, 27 février 1901, Gaz. Pal. 1901.1.537.

Cass. Crim., 19 février 1925, Gaz. Pal. 1925.1.679.

Cass. Crim., 31 janvier 1929, Gaz. Pal., 3-4 mars 1929.

Envers le patron, la victime n'a d'autre action que celle que lui confère la loi du 9 avril 1898.

La prohibition édictée par l'article 2 n'est pas restreinte à la victime de l'accident. Elle est générale et doit être étendue à tous ses ayants-droit, aussi bien à ceux fondés, le cas échéant, à invoquer le bé-

néfice de la loi (conjoint, descendants, ascendants à charge) qu'à ceux qui sont exclus de ce bénéfice (frères et sœurs, ascendants non à charge).

Ces derniers ne peuvent exercer aucun recours contre le patron, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil, alors même que celui-ci serait l'auteur de l'accident et que sa responsabilité serait engagée, car si le patron doit supporter les indemnités de la législation sur les accidents du travail, il ne doit rien au delà.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point.

Voici les références de quelques décisions de jurisprudence conformes.

En ce qui concerne les ascendants de victimes d'accident du travail qui n'étaient pas à la charge de la victime.

Cass. Civ. 1^{er} août 1905, Rec. Pér. Ass., 1905, p. 571.

Trib. Civ. Seine, 2 janvier 1928. Rec. Pér. Ass., 1928, p. 480.

Les frères et sœurs de la victime.

Cr. Bordeaux, 14 mai 1907, Loi, 24 juin 1907.

Les ayants-droit de l'ouvrier étranger qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident.

Cr. Paris, 16 mars 1901, D. 1904.2.92.

Cass. Req. 16 novembre 1903, D. 1904.1.132.

Lorsque le patron a commis une faute inexcusable, les indemnités, bien entendu toujours celles prévues par la loi de 1898, peuvent faire l'objet de majorations — art. 20, alinéa 3 précité.

La faute inexcusable qui ne diffère du dol que par l'absence d'intention coupable, peut être active ou passive, c'est-à-dire consister dans un acte ou une omission.

La faute inexcusable implique :

- 1° La volonté d'agir ou d'omettre ;
- 2° La connaissance du danger pouvant résulter de l'action ou de l'omission ;
- 3° L'absence d'une cause justificative ou explicative, c'est-à-dire de toute excuse.

Cr. Lyon, 23 juin 1921, Mon. Jud., Lyon, 9 nov. 1921.

Il ne s'agit donc pas de la seule faute lourde, mais il faut une faute intentionnelle, non quant à la volonté de provoquer l'accident, mais quant à celle de créer ou de laisser subsister la cause de l'accident.

Ainsi, constitue une faute inexcusable le fait, par une Compagnie Minière, de laisser sciemment en service un câble usé.

Cass. 8 juillet 1903, Gaz. Pal., 30 sept. 1903.

Le Traité de Sachet (n° 1409) donne la définition suivante :

« La faute du patron est inexcusable lorsqu'elle consiste dans un fait volontaire et qu'elle ne se justifie ou ne s'explique ni par l'ignorance que ce fait était dangereux, ni par la nécessité, ni par l'utilité qui pourrait en résulter pour le fonctionnement de l'industrie. »

La doctrine se refuse, pourtant, à donner un critérium certain de la faute inexcusable. Il doit être tenu compte des circonstances de fait particulières à chaque espèce (Loubat, n° 1138).

Les juges du fond ont d'ailleurs sur ce point un pouvoir d'appréciation souverain qui échappe au contrôle de la Cour de Cassation.

Cass. Civ., 8 juillet 1903, D.P. 1903.1.570.

Cass. Req., 26 juillet 1927, Rec. Pér. Ass. 1927, p. 46.

Une condamnation pénale prononcée à l'occasion d'un délit de blessures ou d'homicide par imprudence, devant une juridiction répressive, n'est pas la preuve que le condamné a commis une faute inexcusable, car il faut entendre ici, par faute inexcusable, non pas une faute grave, mais une faute commise en pleine connaissance de cause équipollente au dol, une incurie coupable allant jusqu'à la méchanceté ou au mauvais vouloir.

Cr. Lyon, 23 avril 1923, Rec. Acc. Trav. 1924, p. 204.

Trib. Civ. Seine, 17 janv. 1930, confirmé par Cr. Paris, 30 mars 1931, inédit.

La faute inexcusable pour engager la responsabilité du patron, doit émaner, soit de lui-même, soit de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, c'est-à-dire de toute personne à qui il a délégué, d'une façon permanente ou provisoire, une partie de ses pouvoirs.

Cr. Rennes, 22 juillet 1929, Rec. Pér. Ass., 1930, p. 84.

La faute inexcusable a pour effet de donner aux juges la faculté de majorer les rentes ou pensions, mais cette majoration est limitée par un maximum.

Au cas d'incapacité permanente et absolue, ou au cas de décès, la majoration ne peut excéder le montant du salaire.

Au cas d'incapacité permanent partielle, la majoration ne peut excéder la réduction de salaire annuel correspondant au degré d'incapacité de travail.

Cass. Civ., 22 mai 1920, Rec. Acc. Trav., 1921, p. 50.

Mais le salaire s'entend du salaire effectif et réel, sans aucune diminution. Il ne s'agit pas du salaire de base du § 2 de l'art. 2 de la loi de 1898.

Cass. Civ., 13 mars 1930, Rec. Pér. Ass., 1930, p. 415.

Lorsque des ayants-droit viennent en concours, la majoration accordée par le Tribunal doit être répartie proportionnellement à l'importance de la quote part de chaque catégorie. Ceci est conforme à l'esprit du législateur qui réduit proportionnellement à cette quote-part les rentes cumulées dépassant le maximum prévu par la loi.

Cass. Civ., 13 mai 1930, Rec. Acc. Trav., 1930, p. 170.

La majoration pour faute inexcusable ne saurait s'étendre aux indemnités journalières (Sachet, 1.459, Loubat, 1168).

Trib. Paix, Paris, 22 déc. 1899, D. 1900.2.73.

La faute inexcusable peut être invoquée pour la première fois en appel, par suite du caractère d'ordre public de la loi du 9 avril 1898.

Cr. Lyon, 23 juin 1921, Rec. Pér. Ass., 1922, p. 99.

Par contre, la majoration de l'indemnité, à raison d'une prétendue faute inexcusable, doit être demandée lors du litige sur le droit à une rente viagère.

Elle ne peut l'être par une action introduite postérieurement à la solution de ce litige.

Cass. Civ., 19 nov. 1919, D.P. 1920.1.81.

La Chambre des Députés a proposé d'ajouter au texte de l'article 20 le paragraphe suivant, qui est supprimé dans le projet de la commission sénatoriale de l'Hygiène :

« Il y aura, notamment, faute inexcusable à la charge du patron, lorsqu'un manquement aux dispositions du Titre II du Livre II du Code du Travail, relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ayant un rapport direct avec les causes de l'accident, constaté par un procès-verbal régulier d'un inspecteur du travail, aura été l'objet d'une sanction judiciaire. »

La Commission Sénatoriale de l'Hygiène a sagement repoussé cette proposition, comme contraire au principe même sur lequel repose notre législation du risque professionnel.

CHAPITRE II

En cas de crime ou de délit intentionnel du patron ou d'un de ses ouvriers ou préposés

Si l'accident du travail résultait du fait intentionnellement délictueux ou criminel du patron, la prohibition édictée par l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 devrait-elle jouer encore ?

L'article 20, qui a prévu dans son alinéa 1 le dol de la victime, est muet sur le dol du patron.

La doctrine admet qu'en pareil cas la victime peut, indépendamment de l'action qui lui appartient en vertu de la loi du 9 avril 1898, exercer l'action de droit commun en supplément de dommages-intérêts, soit en se constituant partie civile au cours de l'action publique, soit en introduisant une instance, l'article 7 ne s'appliquant pas au dol du patron, malgré la généralité de ses termes, car on ne saurait concevoir qu'une loi restreigne la responsabilité d'un patron criminel. La solution serait la même au cas où l'accident aurait été intentionnellement provoqué par un préposé du patron, mais le

patron ne saurait, dans cette hypothèse, être cité comme civilement responsable, aux termes de l'article 1384 du Code Civil : l'action en responsabilité de l'article 1384 est inconciliable avec les dispositions de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, le patron n'ayant commis aucun dol (Sachet, n° 763).

La jurisprudence est orientée dans un sens opposé.

La Cour de Cassation a, depuis de longues années, posé en principe qu'un attentat criminel constitue un accident du travail et que tout accident sur le lieu et pendant la durée du travail, est un accident du travail, alors même qu'il a pour cause un fait étranger au travail tel que des violences exercées par des ouvriers sur un de leurs camarades.

Cass. Civ., 29 octobre 1923, Gaz. Pal. 1924.1.52.

Si l'accident a eu pour cause un fait intentionnel et délictuel du préposé du patron, l'ouvrier blessé ne peut être recevable à se porter partie civile dans la poursuite correctionnelle exercée contre ce préposé, la loi de 1898 devant, seule, s'appliquer en ce cas.

Cass. Civ., 5 janvier 1925, Gaz. Pal. 1925.1.350.

Cass. Crim. 19 fév. 1925, Gaz. Pal., 1925.1.679.

Cass. Crim., 2 juillet 1926, Gaz. Pal., 1926.2.373.

Cass. Crim., 27 mai 1927, Gaz. Pal., 1927.2.379.

Cass. Ch. réunies, 8 juin 1928, Gaz. Pal., 21 juin 1928.

Il convient d'observer que le cas où le fait délictueux ou criminel émane du patron lui-même ne s'est jamais présenté dans les hypothèses où la Cour de Cassation a eu à se prononcer, mais les motifs invoqués par les Chambres réunies s'appliqueraient aussi bien au patron lui-même qu'à ses préposés.

La solution donnée par la Cour de Cassation est manifestement contraire à toute équité, mais en présence de la netteté des textes — art. 2 et 7 de la loi du 9 avril 1898 — aucune autre solution ne peut être admise. Il ne s'agit pas d'une lacune de la loi. La question a été, à plusieurs reprises, discutée au cours des travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 et c'est en pleine connaissance de cause que le système de la responsabilité de droit commun en cas d'accident causé par un crime ou un délit intentionnel du patron ou de ses préposés a été écarté par le législateur. (V. Sirey. Lois annotées de 1899, p. 796, note 144.)

La nouvelle rédaction prévue de l'article 7 fait disparaître cette iniquité : la victime conservera contre le patron ou ses ouvriers et préposés — en cas de crime ou de délit intentionnel — le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun.

CHAPITRE III

En Alsace et Lorraine

Le Code Allemand des Assurances Sociales du 19 juillet 1911 a été maintenu en vigueur par la loi du 17 octobre 1919 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (D.P. 1919.4.270).

L'Assurance d'Empire comprenait l'Assurance-Maladie, l'Assurance-Accidents, L'Assurance-Invalidité et des survivants.

L'Assurance-Accidents est gérée par les corporations d'Assurances, groupant obligatoirement tous les chefs d'entreprise appartenant à la même catégorie professionnelle. Elle a pour objet la réparation du dommage causé par lésion corporelle ou mort. Les indemnités sont payées partie par les Caisses Maladies, partie par la Corporation.

Vis-à-vis des assurés et de leurs survivants, même s'ils n'ont aucun droit à une rente, le chef d'entreprise n'est tenu à la réparation du dommage causé par un accident du travail, que si, par sentence pénale, il est établi qu'il a intentionnellement pro-

voqué l'accident. Dans ce cas, la responsabilité du chef d'entreprise est limitée à la part de l'indemnité attribuée qui excède le montant des prestations de l'Assurance contre les accidents — Paragraphe 898 du Code allemand des Assurances Sociales du 19 juillet 1911.

Les mêmes dispositions sont applicables aux actions en réparation intentées par l'assuré et les survivants contre les fondés de pouvoir ou représentants du chef d'entreprise et contre les surveillants de l'exploitation et des ouvriers.

Les droits visés ci-dessus peuvent être exercés si, par suite de la mort ou de l'absence du responsable ou pour autre motif inhérent à la personne de ce dernier, il n'y a pas eu de jugement pénal — Par. 900, C.A.S.

S'il est établi, par jugement pénal, que les chefs d'entreprise ont provoqué l'accident intentionnellement ou à la suite d'omissions dans l'attention toute particulière qu'ils doivent à leur fonction ou à l'exercice de leur profession ou de leur industrie, ils sont responsables de toutes les dépenses que les communes, les bureaux de l'Assistance Publique, les Caisses Maladie, les Associations Minières, les Caisses libres agréées, les Caisses funéraires et autres caisses de secours ont faites à la suite de l'accident en vertu de la loi ou des statuts. Le capital représentatif de la rente peut être demandé au lieu de la rente — Par. 903, C.A.S.

Ils sont également responsables en ce cas vis-à-vis de la Corporation de toutes les dépenses effectuées par celle-ci. — Par. 903, C.A.S.

Ainsi, la corporation est déchargée de ses obligations envers un ouvrier victime d'un accident du travail, dont la responsabilité incombe au patron, lorsque celui-ci a commis une faute résultant de l'inobservation par lui des prescriptions réglementaires. Spécialement, il en est ainsi lorsque l'ouvrier victime d'un accident du travail, était un jeune ouvrier n'ayant pas encore atteint l'âge prescrit par le travail auquel il était affecté et qui avait été employé à une machine, cause directe de l'accident, présentant, par ses éléments constitutifs, un caractère dangereux.

Cass. Req. 18 avril 1930. D.H. 1930, p. 242.

Si l'accident a été causé par une simple négligence du chef d'entreprise ou de ses employés, la corporation peut renoncer à son droit de recouvrer les sommes payées ou à payer.

En résumé, en Alsace et Lorraine, l'ouvrier victime d'un accident du travail ou ses survivants, ont le droit de réclamer au patron — en cas de crime ou de délit intentionnel — la réparation du préjudice à eux causé conformément aux règles du droit commun.

L'assureur, qui est la corporation, et les diffé-

rentes caisses qui ont versé des indemnités à la suite de l'accident en vertu de la loi ou des statuts, ont le droit de recouvrer contre le patron les sommes payées par eux en cas de crime, de délit intentionnel, et même, parfois, de délits involontaires du patron. En ce cas, une faute grave suffit. Point n'est besoin qu'elle soit inexcusable.

DEUXIEME PARTIE

LE RECOURS CONTRE LE TIERS RESPONSABLE

CHAPITRE PREMIER

Recours exercé par la victime ou ses représentants

Si l'auteur responsable de l'accident du travail est un tiers, la victime conserve contre lui le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun et l'indemnité allouée exonère le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge par la loi du 9 avril 1898 : c'est ce qu'édicté l'article 7 de cette loi.

L'accident peut, soit être dû à la faute d'un tiers, soit être causé par une chose sous la garde d'un tiers.

La victime agit elle-même, lorsqu'elle est maîtresse de ses droits. Si elle est mineure ou incapable, ou sous puissance de mari, elle exerce son droit dans les formes du droit commun, par l'intermédiaire de ses représentants légaux et avec les autorisations habituelles.

Cependant, la loi du 13 juillet 1907 sur la libre disposition du salaire de la femme mariée, dispenserait celle-ci suivant certaine jurisprudence, de l'obligation de l'autorisation maritale.

Trib.Civ. Seine, 21 mars 1922. Loi 25 avril 1922.

Sol. impl. Trib.Civ. Seine, 26 mars 1908, D.P.

1909.2.17.

M. Sachet est d'avis opposé (Sachet n° 768), car les dommages-intérêts que la femme, sous puissance de mari, réclame dans l'action de l'article 7, ne représentent plus, comme les indemnités prévues par la loi de 1898, le produit de son travail, mais constituent la réparation du préjudice que lui a causé la faute d'un tiers.

L'action contre les tiers responsables est ouverte, conformément au droit commun, non seulement aux ayants-droit de la victime, énumérés par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, mais encore à toutes les autres personnes auxquelles l'accident du travail a causé un préjudice, même moral.

Cass.Req., 19 nov. 1930, Rec. Pér. Ass., 1930, p. 541.

Elle peut donc être exercée par les collatéraux, les enfants âgés de plus de seize ans, les parents non à charge et, même, par les personnes qui n'ont aucune parenté avec la victime, le succès de cette action ne dépend que de l'existence d'un préjudice.

Cass. Crim. 15 décembre 1923, D.P. 1924.1.69.

Cass. Req. 21 oct. 1929, Rev. Gén. Ass. T., 1930, p. 623.

C'est dans le droit commun — articles 1382 et suivants du Code Civil — que la victime trouve le fondement du recours de l'article 7.

En conséquence, elle peut poursuivre, dès qu'elle a subi un préjudice, quelle qu'en soit la nature. Il n'importe ici que l'incapacité temporaire n'ait pas dépassé quatre jours, ou même que la blessure n'ait en rien diminué l'aptitude de la victime au travail (tel serait, par exemple, le cas d'une cicatrice au visage) il suffit que le demandeur à l'action ait éprouvé un préjudice quelconque.

L'article 7 vise par la généralité de ses termes, non seulement les droits et actions engendrés par la responsabilité quasi-délictuelle du tiers (art. 1382 et suivants du Code Civil) notamment la responsabilité relative aux choses qu'on a sous sa garde (art. 1384, § 1) et la responsabilité des commettants (art. 1384, § 5), mais aussi les droits et actions dérivant d'un contrat conclu entre la victime de l'accident et le tiers responsable, spécialement du contrat de transport, ce qui est le cas des ouvriers ou employés victimes d'un accident de chemin de fer au cours d'un voyage effectué sur l'ordre de leur patron.

Cass. Civ., 4 décembre 1917, S. 20.1.129.

Les droits et actions dérivant d'un contrat con-

clu par le patron seul et appartenant en propre au seul patron, ne peuvent pas être exercés par la victime. Lorsqu'un accident du travail a été causé par le vice de construction d'un engin vendu ou loué au chef d'entreprise, la victime n'a, en principe, aucune action contre le vendeur ou le locateur de l'engin. Cette action appartient au chef d'entreprise seul en qualité d'acquéreur ou de locataire.

Cass. Civ. 23 nov. 1925, Gaz. Pal. 1926.1.102.
Cr. Bordeaux, 6 mars 1927, Rec.Pér.Ass., 1928,
p. 190.

Toutefois, quand les faits générateurs de l'accident constituent à la fois une faute contractuelle et une faute délictuelle de la part du vendeur ou du locateur, l'ouvrier qui en a été victime a le droit d'exercer l'action fondée sur l'article 1382 du Code Civil.

Le cumul des actions. — Lorsque l'accident est dû à la faute d'un tiers, ou est causé par une chose sous la garde d'un tiers, la victime de l'accident a deux actions à sa disposition, une action contre le patron, conformément à la loi de 1898, et une action contre le tiers, conformément au droit commun.

La victime n'est pas obligée d'opter entre ces deux actions. Le texte de l'article 7 implique nettement et à bon droit, le cumul des actions.

Elle peut les intenter, soit successivement, soit simultanément, car ces deux voies de recours sont entièrement distinctes.

Il n'importe que l'action de droit commun soit exercée avant ou après l'action spéciale de la loi du 9 avril 1898.

La victime peut intenter, contre le tiers auteur de l'accident, l'action de droit commun, avant de faire constater son invalidité en suivant la procédure édictée par la loi du 9 avril 1898, et elle n'est pas obligée de diligenter cette procédure. Le Tribunal appelé à trancher un tel litige ne peut surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action dérivant de la loi du 9 avril 1898.

Cass. Civ., 27 fév. 1929. Gaz. Pal., 1929.1.812.

Cass. Crim., 28 déc. 1929. Gaz. Pal. 16 janvier 1930.

Même si le patron n'a pas fait la déclaration prescrite par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, le Tribunal doit accueillir l'action fondée sur le droit commun.

Cass. Crim., 4 novembre 1927. Rec. Pér. Ass., 1928, p. 250.

La doctrine prétend que la victime qui a agi contre le tiers responsable est fondée ensuite à exercer son recours contre le patron, dans tous les cas, sans aucune exception, car la victime a intérêt à faire fixer les rentes et indemnités dues par le chef d'entreprise, ne serait-ce que pour permettre l'introduction éventuelle de l'action en revision contre ce dernier (Loubat n° 1696).

La jurisprudence ne reconnaît à la victime, en ce cas, le droit d'exercer son recours contre le patron, que lorsque l'indemnité mise à la charge du tiers responsable est inférieure à la tarification légale de la loi de 1898,

Cr. Paris, 5 janv. 1901, Rec. Acc. Trav., 1901, p. 149.

Ou lorsque l'insolvabilité du tiers responsable rend inopérante l'indemnité mise à sa charge, cette indemnité, fût-elle supérieure à l'indemnité forfaitaire, le patron ne pouvant faire écarter la demande que sur la justification du paiement par le tiers responsable, car, jusqu'alors, le patron n'est pas valablement exonéré.

Trib. Civ., Avignon, 29 oct. 1913, Racc., n° 453.

En règle générale, la jurisprudence refuse à la victime entièrement désintéressée par le tiers responsable, toute action contre le patron.

Trib. Civ., Béthune, 24 octobre 1928. Rec. Pér. Ass. 1929, p. 196.

Mais le cumul des actions ne saurait en aucun cas emporter le cumul des indemnités; du reste, l'indemnité versée par le tiers exonère le chef d'entreprise à due concurrence, la victime ne peut réaliser ainsi un enrichissement illicite.

La victime peut, suivant les cas, actionner directement le tiers responsable, soit devant la juridiction civile, soit devant la juridiction commerciale,

lorsque l'accident a pour auteur un commerçant agissant dans l'exercice de son commerce.

Trib. Com. Seine, 3 novembre 1906. Rec. Acc. Trav., 1906, p. 426.

Trib. Com. Marseille, 23 octobre 1929. Thémis, 29 mars 1930.

Soit devant la juridiction répressive, si la responsabilité du tiers découle d'une infraction pénale.

Cr. Grenoble, 3 juin 1912. Racc. n° 1339.

Ou se porter partie civile devant elle.

Cass. Crim., 13 février 1904. D.P. 1904.1.598.

Soit devant la juridiction administrative si l'auteur de l'accident est une entreprise de travaux publics, ou en cas de faute imputable à l'Etat, un département ou une commune.

Cons.d'Etat, 22 mai 1908. Rec.Acc.Trav., 1908, p. 196.

Tout ceci semble aller de soi, cependant, la pratique démontre qu'il est nécessaire de le préciser, étant donné que l'incompétence est souvent soulevée à tort.

La victime, demeurée inactive, est, d'autre part, fondée à intervenir au cours de l'instance introduite par le patron contre le tiers responsable ou à procéder par voie d'action directe après l'issue de l'instance engagée par le patron.

Cr. Grenoble, 3 juin 1912. Racc. n° 1339.

Ni le texte, ni l'esprit de l'article 7, ne permettent d'admettre qu'il existe entre l'action subsidiaire

et restreinte accordée au patron, et l'action principale et plus étendue accordée à l'ouvrier, un lien d'indivisibilité tel qu'il s'oppose à ce que l'ouvrier fasse valoir le droit qui lui reste contre le tiers responsable, après le jugement de l'instance introduite séparément et à son insu par le patron.

Lorsque la faute, dont la victime doit faire la preuve à l'encontre du tiers responsable à le caractère d'une faute délictuelle visée par les articles 319 et 320 du Code Pénal, l'action civile basée sur cette faute est, dès lors, soumise à la prescription de trois ans, édictée par l'article 638 du Code d'Instruction Criminelle, à moins qu'en dehors de la faute prévue par les articles 319 et 320 du Code Pénal, on ne relève une autre circonstance dont puisse découler la responsabilité.

Cass. Civ. 18 décembre 1912. Racc. n° 1475.

Cr. Douai, 9 mai 1928. Rec. Douai 1928, p. 196.

L'action dirigée contre le tiers responsable est évidemment soumise aux règles de procédure du droit commun, et les règles spéciales de la loi du 9 avril 1898 ne lui sont pas applicables.

Cass. Civ., 6 juillet 1903, D.P. 1903.1.533.

Cass. Crim., 26 juin 1908, Rec. Acc. Trav., 1908-1909, p. 301.

De là, il découle que l'ouvrier qui l'intente n'a pas de plein droit l'Assistance judiciaire et doit en solliciter le bénéfice.

Cr. Dijon, 9 mai 1900. D.P. 1901.2.135.

La gratuité du timbre et de l'enregistrement n'existe pas.

L'instance doit être obligatoirement précédée du préliminaire de conciliation devant le juge de paix, sauf dispense accordée par ordonnance du Président du Tribunal Civil, et n'est pas soumise, quant à la prescription, l'opposition ou l'appel, aux courts délais prévus par la loi du 9 avril 1898, mais bien aux délais de droit commun. La décision prononcée contre le tiers responsable permet de prendre hypothèque; il n'en est pas de même pour les indemnités allouées en vertu de la loi de 1898 à l'encontre du patron.

La responsabilité du tiers auteur de l'accident doit être appréciée dans les termes des articles 1382 et suivants du Code Civil, et non d'après le principe forfaitaire de la loi du 9 avril 1898. L'indemnité allouée doit être rigoureusement proportionnée à l'importance du préjudice subi et correspondre à la fois au *damnum emergens* et au *lucrum cessans*. Elle est également fixée d'après la part de responsabilité du tiers.

Elle peut donc, suivant les cas, être inférieure, égale ou supérieure au total des indemnités liquidées au profit de l'ouvrier par application de la loi de 1898.

Indépnedance réciproque des deux actions —

Fondées sur des causes distinctes, les deux actions nées de l'accident du travail sont absolument indépendantes l'une de l'autre (Baudry-Lacantinerie, n. 2001. Aubry et Rau, tome V, p. 446).

Le jugement qui a statué entre l'ouvrier et son patron sur les conséquences d'un accident du travail et sa réparation forfaitaire ne peut avoir une valeur absolue et définitive à l'égard du tiers (ce jugement est du reste susceptible de revision pendant un délai de trois ans). Il peut seulement servir à éclairer le Tribunal saisi de l'instance de droit commun.

Trib. Corr. Seine, 30 décembre 1904, D.P. 1905.5.4.

Le tiers ne peut intervenir dans l'instance de la loi de 1898, ni être appelé comme partie en cause dans cette instance, aucun lien de connexité n'existant entre les deux actions.

Cass. Civ., 4 décembre 1928, D.H. 1929, p. 35. ni assigné avec le patron dans une seule et même instance.

En définitive, l'action en réparation prévue par l'article 7 de la loi de 1898, intentée par la victime de l'accident ou ses représentants contre l'auteur de l'accident, autres que le patron ou ses préposés, continue à être régie par les principes du droit commun sous cette modification qu'au cas où l'accident a entraîné l'incapacité permanente ou la mort, l'in-

demnité devra être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des retraites.

Résultant purement et simplement des principes généraux de la responsabilité civile, elle a une nature propre, elle est complètement indépendante l'action de la loi du 9 avril 1898, fondée sur les rapports du contrat de travail qui lie l'ouvrier au patron et ayant un caractère d'indemnité légale (Baudry-Lacantinerie et Wahl, tome II, 2.001. Aubry et Rau, tome V, p. 446. Sachet, n° 778).

CHAPITRE II

RECOURS EXERCÉ PAR LE PATRON ET L'ASSUREUR

Antérieurement à la loi du 9 avril 1898, il était fort rare qu'un patron se trouvât dans le cas de recourir contre l'auteur responsable d'un accident dont ses ouvriers avaient été les victimes. En effet, le patron n'était tenu à une indemnité envers ses ouvriers que s'il avait lui-même commis une faute. Si l'accident était dû à la faute d'un tiers, il n'avait aucune indemnité à payer.

Depuis la loi de 1898, le patron est obligé de payer à l'ouvrier victime d'un accident du travail, les indemnités forfaitaires prévues par cette loi, si l'ouvrier les lui réclame, même si un tiers est l'auteur responsable de l'accident.

Aux termes de l'article 7 de la loi de 1898, le patron a plusieurs moyens d'être désintéressé par le tiers responsable.

Si la victime réclame elle-même la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun, au tiers responsable, l'indemnité allouée à la victime exonère, à due concurrence, le patron des obligations mises à sa charge. Par. 2, art. 7.

En outre, le patron a le droit d'intervenir dans l'instance pour obtenir le remboursement des indemnités autres que la rente et des frais prévus aux articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898 (par. 3, art. 7) ainsi que pour faire préciser son exonération.

Le patron peut même exercer cette action contre les tiers responsables, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants-droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. Par. 4, art. 7.

Indépendamment de l'action spéciale prévue par cet article, le patron conserve tous les droits et actions pouvant lui appartenir à un autre titre, et notamment l'action personnelle en réparation du préjudice subi, basée sur les articles 1382 et suivants du Code Civil.

Cr. Paris, 5 mai 1905. Rec. Gaz. Trib. 1905, 2^e. 2.324, avec note.

Par exemple, pour le trouble qu'apporte à l'exercice de son industrie, la perte d'un auxiliaire expérimenté.

Cr. Bordeaux, 7 mai 1907. Rec. Pér. Ass., 1910, p. 512.

Ainsi que l'action née d'une obligation contractuelle existant entre lui et le tiers responsable.

Cr. Rouen, 18 juillet 1903. Rec. Gaz. Trib. 1904, 1^{er} sem. 2.228.

Il en est ainsi au cas d'accident causé par la rupture d'une chaîne défectueuse vendue par le tiers, ou

l'explosion d'une machine louée par le tiers, machine présentant un vice caché, cause de l'accident.

Cass. Civ. 23 novembre 1925. Gaz. Pal., 18 décembre 1925.

Ainsi, le patron, après avoir agi, en vertu de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, a encore le droit d'exercer pour son propre compte, l'action du droit commun, à raison du préjudice personnel subi.

Rien dans la loi, ni dans les travaux préparatoires, n'y fait allusion. Le principe de la réparation civile qui domine tout l'ensemble du droit, ne peut être écarté que par une disposition formelle.

Pour en revenir à l'examen du recours prévu par la loi du 9 avril 1898, le point complexe et qui, évidemment, commande la matière, est de savoir si le patron exerce un droit qui lui est propre, quand il agit contre le tiers responsable et suivant qu'on lui reconnaît ou non un droit propre, ses droits seront plus ou moins étendus.

M. Rouast (Rev. Gén. Ass. Terr. 1930, p. 853. Les actions auxquelles donne lieu un accident du travail causé par un tiers) a apporté sur ce point où règne une certaine confusion, l'idée directrice suivante :

Les deux formes d'initiative du patron — intervention dans l'instance engagée par la victime — droit d'exercer lui-même l'action, aux lieu et place de

la victime, si celle-ci néglige d'en faire usage — doivent, d'après lui, être nettement distinguées.

Cette distinction permet, en effet, de rendre compte de la jurisprudence de la Cour de Cassation, en apparence contradictoire sur le point de savoir si le patron exerce un droit propre quand il intervient ou qu'il prend l'initiative de l'action.

Action du patron contre le tiers. — Aux termes du dernier alinéa de l'article 7, le chef d'entreprise peut exercer l'action contre le tiers responsable à ses risques et périls, si la victime ou ses ayants-droit négligent d'en faire usage, et ce non seulement après un paiement effectif des indemnités légales, mais encore en cas de simples poursuites en justice de la part de la victime.

Quel est le caractère de l'action exercée en ce cas par le patron ?

Suivant la réponse faite à cette question, on admettra ou on refusera le droit au patron d'exercer une action contre le tiers responsable, alors que la victime a déjà exercé la sienne contre ce dernier.

La jurisprudence et la doctrine sont hésitantes sur ce point.

Certaines décisions posent le principe que l'action du chef d'entreprise est exactement celle qui appartient à la victime de l'accident ou à ses ayants-droit et que l'ouvrier représente le patron dans l'instance qu'il dirige contre le tiers responsable.

En prenant l'initiative de l'action, le patron n'agit pas en vertu d'un droit propre, mais il exerce l'action même de la victime.

Cass. Civ., 7 juillet 1909. D.P. 1910.1.459.

Cass. Civ., 5 mars 1919. D.P. 1920.1.120.

Cass. Civ., 13 mai 1919. D.P. 1920.1.120.

Cr. Bordeaux, 13 avril 1924. Loi 18 déc, 1924.

Il suffit, dès lors, que cette action soit exercée par la victime de l'accident ou ses ayants-droit pour que le chef d'entreprise soit irrecevable à agir ou doive se désister.

Cass. Civ., 7 juillet 1909, précitée.

La tierce opposition n'est pas ouverte non plus au patron si l'on admet qu'il est représenté par l'ouvrier dans l'instance qu'il dirige contre le tiers responsable, car seules peuvent former tierce opposition les personnes qui n'ont été ni parties, ni représentées.

Cr. Riom, 12 novembre 1909. Rec. Pér. Ass., 1930, p. 319.

Cass. Civ., 12 juillet 1926. Rec. Pér. Ass., 1926, p. 446.

Si la Cour de Cassation déclare irrecevable l'action subséquente du patron, c'est pour éviter le renouvellement des débats et le danger de décisions contraires, mais alors, il faudrait refuser aussi à l'ouvrier le droit d'agir lorsque le patron a intenté l'action et qu'une décision définitive a été rendue.

Certaines décisions, au contraire, plus rationnelles, déclarent le patron irrecevable à agir qu'au cas où la victime a exercé la totalité de son action en dommages-intérêts et qu'il en est autrement lorsqu'elle a limité son action en dommages-intérêts à la partie du préjudice dont elle n'est pas indemnisée par son patron en vertu de la loi du 9 avril 1898 (ce que la victime n'aurait pas dû faire. Voir *infra*).

Cons. Etat, 22 mai 1908, D.P. 1910.3.91.

Trib. Civ. Seine, 23 février 1924. Rec. Acc. Trav. 1924, p. 114.

La théorie de la Cour de Cassation est contestable. Sans doute si une faute est relevée à la charge de la victime de l'accident, le patron, responsable en sa qualité de commettant, du fait de ses préposés, est tenu de supporter — dans les limites de la loi du 9 avril 1898 — la part d'indemnité laissée à la charge de son ouvrier.

Cass. 22 avril 1902. D.P. 1904.1.358.

Mais lorsque la responsabilité du tiers auteur de l'accident est entière et nettement établie, il ne paraît pas contestable que les principes du droit commun auxquels il n'est pas dérogé par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, doivent recevoir leur application intégrale.

Or, il est universellement admis en doctrine et en jurisprudence, que l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit est tenu de réparer, dans son intégralité,

le dommage qu'il a causé. Il aurait fallu une disposition formelle de la loi pour priver le patron de son droit d'agir, du reste cette jurisprudence paraît avoir tellement dénaturé la portée de l'article 7 que le législateur se propose d'intervenir pour assurer le respect de sa pensée première. Dans le projet Gros, il est stipulé à l'article 5, dernier alinéa : « cette action contre le tiers responsable pourra même être exercée par l'employeur pour lui permettre de faire valoir ses droits propres.

La Commission Sénatoriale de l'Hygiène a repris cette disposition à son compte.

Le patron aurait donc, comme la victime, un droit d'action direct et principal.

Conditions d'exercice de l'action. — Il faut que l'accident ait eu pour effet de rendre le patron débiteur d'une indemnité, en exécution de la loi du 9 avril 1898.

Si la victime n'agit pas, comment déterminer le moment où il y a négligence de la victime ? C'est une question de fait bien délicate. Une sommation faite par le patron à la victime d'exercer l'action contre le tiers responsable aurait-elle une valeur ? Il est certain que le patron ne saurait être tenu d'attendre que l'action de la victime soit sur le point d'être prescrite pour agir lui-même.

Il est fondé à exercer son action dès que l'ouvrier l'a assigné en paiement de l'indemnité légale

et tant que ce dernier n'a pas introduit d'instance contre le tiers responsable.

Cr. Paris. 27 mars 1901. Gaz. Pal. 1901.1.537.

Rien ne s'oppose même à ce que le patron prenne l'initiative de poursuites avant d'être personnellement assigné par l'ouvrier, en vertu de la loi du 9 avril 1898, pourvu que l'accident ait incontestablement le caractère professionnel et que son intérêt à agir soit évident.

Si, au cours de l'instance introduite par le patron, la victime intente une action directe, le chef d'entreprise doit se désister, non pas de son action, mais de son instance, sauf à intervenir devant la juridiction saisie de la demande de la victime.

Cass. Crim. 13 février 1904, D.P. 1904.1.533.

Cass. Civ. 5 mars 1919, D.P. 1920.1.220.

Cass. Civ. 13 mai 1919, D.P. 1920.1.220.

Le patron peut comme la victime elle-même agir devant la juridiction civile, commerciale, mais ne peut pas mettre en mouvement l'action publique.

Le patron ne peut pas agir par voie de garantie dans l'action spéciale introduite contre lui-même par la victime en vertu de la loi du 9 avril 1898, car l'action de droit commun et celle dérivant de la loi de 1898 n'ont aucun lien de connexité et sont soumises à des règles de procédure différentes.

Cass. Civ. 4 décembre 1928. Racc. n° 56.

Le tiers responsable est fondé à opposer au chef d'entreprise les mêmes exceptions qu'il aurait pu opposer à la victime elle-même.

Intervention du patron. — Lorsque le patron intervient dans l'instance engagée contre le tiers par la victime, il agit non seulement en raison d'un intérêt personnel, mais en vertu d'un droit propre (Rouast cité préc. p. 854).

L'intérêt que peut avoir le patron ou son assureur à exercer un recours contre le tiers responsable par voie d'intervention a un caractère personnel distinct de celui de l'accidenté. Ce principe a été maintes fois reconnu.

Pour le chef d'entreprise :

Cass. Req. 11 mars 1929. Gaz. Pal. 1929, 1929.1. 849.

Pour l'assureur :

Cass. Req. 25 mai 1927. Gaz. Pal. 1927.2.263.

Cass. Req. 15 janvier 1930. Gaz. Pal. 1930.1. 476.

L'article 7 consacre au profit du patron un droit d'intervention principale, car il agit pour défendre un droit véritable : son recours contre le tiers responsable (Rouast cité préc. p. 855).

Il a la faculté d'attaquer par les voies de recours ouvertes au profit des parties en cause, les décisions

rendues après son intervention, alors même que la victime n'a pas usé de ce droit.

Ainsi est recevable l'appel formé par le chef d'entreprise d'un jugement rendu sur une instance dans laquelle il est intervenu alors même que l'ouvrier débouté de sa demande contre le tiers responsable n'a pas fait appel de ce jugement, car l'ouvrier n'a pas par son seul acquiescement mis fin à l'instance.

Cass. Civ. 22 juillet 1926, D.P. 1927.11.141.

Et l'opposition de la victime à la décision rendue par défaut par la juridiction d'appel, n'a pas pour effet de faire tomber l'arrêt rendu sur l'appel des intervenants, autrement dit ce qui a été jugé définitivement au profit du chef d'entreprise et de son assureur contre le tiers responsable, leur demeure acquis.

Cass. Crim. 28 mars 1930. Gaz. Pal. 20 mai 1930.

De même, il semble que le patron puisse considérer comme non avenu le désistement de l'ouvrier le Tribunal resterait régulièrement saisi et devrait statuer sur la demande en intervention du chef d'entreprise.

Le chef d'entreprise a le droit d'intervenir devant les tribunaux répressifs aussi bien que devant les tribunaux civils.

Cass. Crim. 13 février 1904. D.P. 1904.1.533.

Cass. Crim. 4 Novembre 1927. Rec. Pér. Ass. 1928, p. 250.

Et il a le droit d'intervenir alors même que la juridiction civile n'a pas été saisie par la victime d'une demande en paiement de rente légale pour sauvegarder son droit éventuel à faire jouer l'exonération prévue par l'article 7.

Cass. Crim. 4 novembre 1927 précité.

D'autre part, l'intervention en matière civile, peut être exercée soit en première instance, soit en appel, du moins par l'assureur en ce dernier cas.

Cass. Req. 29 décembre 1925 Rec. Pér. Ass. p. 109, contra Cass. Req. 11 mars 1929, Gaz. Pal. 28 mai 1929.

En matière criminelle, l'intervention ayant un caractère tout à fait exceptionnel, la question est controversée, certains arrêts décident qu'il faut deux degrés de juridiction.

Cass. Crim. 21 octobre 1927. Gaz. Pal. 30 novembre 1927.

D'autres admettent cette intervention en appel.

Sol. impl. Cr. Paris. 22 février 1928. Rec. Acc. Trav. 1928.

L'assureur a les mêmes droits que le patron, mais le fondement du droit de l'assureur est très discuté.

Certains prétendent qu'il réside purement et simplement dans l'article 1382 du Code Civil.

Trib. Civil, Seine 12 mars 1910. Racc. 10.

Cr. Nancy. 26 novembre 1924. Rec. Acc. Trav. 1925, p. 82.

Il est inutile semble-t-il, de faire intervenir ici l'article 1382 qu'on n'invoque en général qu'à défaut d'autres fondements juridiques.

Ce droit dérive plutôt d'une subrogation légale résultant de la combinaison de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 31 mars 1905 qui édicte expressément la substitution de l'assureur au chef d'entreprise pour la rente et de l'article 1251 du Code Civil pour les autres indemnités.

Trib. Civ. Seine 7 janvier 1925. Rec. Acc. Trav. 1925 p. 90.

Au surplus, on peut l'induire des formes habituelles des polices d'assurances qui subrogent expressément l'assureur aux droits de l'assuré et qui constituent une cession de ses droits.

Cr. Paris, 26 janvier 1924. Gaz. Pal. 25 février 1924.

On peut aussi s'en référer à la loi du 13 juillet 1930 sur le Contrat d'Assurances. (J. O. 19 juillet 1930).

Le texte commence par préciser « qu'il n'est pas
« dérogé aux dispositions des lois et règlements re-
« latifs aux assurances contractées par les chefs d'en-
« treprise à raison de la responsabilité des accidents
« survenus à leurs ouvriers et employés ».

C'est tout au moins juste en ce qui constitue leur droit spécial, néanmoins les règles générales prévues par la loi sont applicables même aux assurances de cette nature, dans tous les cas où il n'y a pas de réglementation spéciale, la loi nouvelle devenant le droit commun en matière d'assurance.

L'article 36 de la loi dit que :

« L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance
« est subrogé jusqu'à due concurrence de cette in-
« demnité, dans les droits et actions de l'assuré con-
« tre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dom-
« mage ayant donné lieu à la responsabilité de l'as-
« sureur ».

Comme le fait remarquer M. Capitant (Commentaire, p. 780, Rev. Gén. Ass. T., 1931), l'expression de subrogation est inexacte, la subrogation suppose un tiers qui paye le créancier en l'acquit du débiteur (art. 1250, Code Civil). Or, l'assureur n'est pas un tiers; en payant l'indemnité à l'assuré, il paye sa propre dette. En réalité, il y a cession de la créance éventuelle de l'assuré contre le tiers responsable.

La substitution de l'assureur au patron n'enlève pas à celui-ci tout droit à l'exercice de l'action.

En effet, nonobstant la substitution, le patron conserve un double intérêt qui, à la vérité, est seulement éventuel. Tout d'abord, c'est lui qui, en principe, est débiteur de l'indemnité journalière et des

frais de traitement médical pour lesquels il est couvert par l'assurance ; en cas d'insolvabilité de la Compagnie d'Assurances, son obligation deviendrait effective, d'autre part, en ce qui concerne les rentes et pensions, il n'est pas à l'abri des effets de déchéance de sa police qui, si elles ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants-droit, peuvent donner lieu à un recours de l'assureur contre lui.

En principe donc, le patron assuré sera admis à faire valoir l'action de l'article 7, à moins toutefois que, les éventualités signalées plus haut n'étant plus à craindre, il ait cessé d'avoir un intérêt quelconque à la garantie du tiers responsable. (Sachet N° 773.)

Certains arrêts décident que le patron ne représente pas l'assureur dans l'instance, quoique ce dernier agisse en vertu de substitution, que leurs intérêts respectifs sont très distincts et que la responsabilité de l'auteur de l'accident devant, en dernière analyse, exonérer l'assureur substitué au chef d'entreprise, l'assureur est plus directement intéressé à la faire reconnaître, puisque, si la demande de l'ouvrier est rejetée, il sera tenu des condamnations prononcées au profit de la victime en vertu de la loi du 9 avril 1898.

Cass. Civ., 29 décembre 1925, précité.

L'assureur a également un intérêt personnel à rechercher et à discuter si le tribunal a exactement apprécié le degré de responsabilité du tiers respon-

sable et a mis à sa charge toutes les réparations pécuniaires devant lui incomber.

Le recours peut également être exercé par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, lorsque, par suite de la faillite de la Compagnie d'Assurances ou l'insolvabilité du patron, elle est appelée à payer les indemnités légales en leurs lieu et place.

Cass. Civ., 10 juillet 1911, D.P. 1912.1.230.

Le syndicat de garantie a le droit, comme pourrait le faire le chef d'entreprise adhérent, d'exercer l'action de droit commun réservée par l'article 7.

Au sujet du recours exercé par l'assureur, une question jusqu'à ces derniers temps diversement résolue, vient d'être tranchée par la Cour de Cassation d'une manière conforme à l'esprit de la loi : c'est la question du remboursement des réserves mathématiques par le tiers responsable.

Les Compagnies d'assurances substituant le patron assuré ont le droit (lorsqu'elles ont le cautionnement plein), une fois la rente légale fixée, soit de constituer dans leurs propres caisses des réserves mathématiques assurant le service de la rente, réserves mathématiques créées en vertu de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 7 du 2^e décret du 20 février 1899 et soumises au contrôle prévu par l'article 9 du même décret (la Cie accident joue ainsi le rôle d'une Cie d'Assurances Vie ayant consenti une rente viagère), soit de se décharger du service de la

rente, en versant un capital à fonds perdus à la Caisse Nationale des Retraites, article 28 de la loi du 9 avril 1898.

Les tribunaux et cours d'appel reconnaissaient à la Cie d'Assurances qui fait elle-même le service des rentes, le droit de réclamer au tiers responsable de l'accident le remboursement de la somme portée par elle à son compte de réserves mathématiques en représentation du capital constitutif de la rente légale à servir à la victime.

Trib. Civ. Belfort. 30 juillet 1926. Rec. Acc. Trav. 1927. p. 85.

Cr. Paris 29 avril 1919 Rec. Acc. Trav. 1919 p. 325.

Trib. Civ. Seine 14 novembre 1928, Rec. Pér. Ass. 1929, p. 117.

Dans ce cas il est bien certain que la Cie d'Assurances continuait à faire le service de la rente légale, sans cela elle aurait retiré un bénéfice illicite de ce remboursement.

La Cour de Cassation, par un arrêt récent, le premier en la matière, vient de déclarer, que l'assureur substitué au chef d'entreprise qui exerce, contre le tiers auteur de l'accident, le recours que lui ouvre l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, n'est pas fondé à réclamer à celui-ci, le remboursement du capital qu'il a mis en réserve dans ses propres caisses pour le service de la rente allouée à la victime de l'acci-

dent, parce qu'aux termes de l'article 7, paragraphe 2 de la loi du 9 avril 1898, en cas d'incapacité permanente ou de mort, l'indemnité due par le tiers responsable à la victime d'un accident du travail ou à ses ayants droit doit être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites et que le caractère d'ordre public de ce texte fait obstacle à ce que le tiers se libère de sa dette de rente autrement que par le versement à la dite Caisse du capital représentatif de ces rentes ou pensions.

Cass. Civ. 3 décembre 1929. Gaz. Pal. 16 janvier 1930.

Conf. Cr. Paris. 8 janvier 1930. Gaz. Trib. 28-29 mai 1930.

Malgré cet arrêt de la Cour de Cassation des tribunaux n'ont pas renoncé à poser le principe du droit au remboursement au profit du débit rentier qui a opté pour porter au compte de sa réserve mathématique le capital nécessaire à constituer la rente légale.

Trib. Civ. Seine, 18 déc. 1929, Gaz. Trib. 24-25 mars 1930.

Et ceci par suite d'une mauvaise interprétation du fonctionnement des réserves mathématiques. Cette dernière décision prétend que par suite de la combinaison des articles 7, 27 et 28 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 9 du 2^e décret du 28 février 1899, il résulte qu'en tout état de cause,

même en cas de recours justifié contre le tiers responsable, l'assureur n'a aucun droit à toucher à la réserve mathématique et à retirer des capitaux qu'il y a versés, cette réserve étant collective et non individuelle.

Si l'assureur ne pouvait retirer de ses réserves mathématiques le capital qu'il y a versé, il subirait un préjudice, mais l'assureur peut, à tout moment, alors qu'il a primitivement opté de servir la rente légale par constitution dans ses réserves mathématiques, se décharger du service de la rente en versant un capital à la Caisse Nationale des Retraites et retirer de sa réserve mathématique le capital qu'il y avait versé ou plus exactement le capital représentatif de sa réserve mathématique au jour où il se décharge sur la Caisse Nationale des Retraites du service de la rente.

Il est donc bien certain, *a posteriori* que lorsque le tiers responsable a versé à la Caisse Nationale des Retraites le capital constitutif de la rente à laquelle il a été condamné d'après le droit commun, l'assureur a le droit de retirer de sa réserve mathématique le capital afférent à la rente légale, objet pour partie du versement.

Il est non moins certain que si le tiers responsable était obligé de rembourser à l'assureur le capital constitutif figurant à ses réserves mathématiques et d'exonérer l'assureur du service de la rente, celui-

ci se ferait payer deux fois puisque d'une part il ne serait plus tenu de payer la rente et que d'autre part il se ferait rembourser une somme devenue disponible entre ses mains.

Si l'assureur avait versé le montant du capital constitutif de la rente légale à la Caisse Nationale des Retraites, il aurait le droit d'exiger du tiers responsable le remboursement de ce montant.

Mais si, dans cette hypothèse, la victime vient à mourir avant que l'instance contre le tiers ait abouti à une décision définitive, l'assureur subit un préjudice incontestable, parce qu'il ne sera plus possible de condamner le tiers à constituer une rente viagère à la victime et l'assureur, qui a déjà versé à la Caisse Nationale des Retraites le capital correspondant à la rente, ne pourra en obtenir le remboursement.

CHAPITRE III

LA NOTION DE TIERS ET DU TRAVAIL EN COMMUN

Les personnes contre lesquelles peut être engagée l'action du droit commun sont, d'après l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 « les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés » plus loin, ce même article les appelle « les tiers responsables ».

D'après cette énumération « auteurs de l'accident autres que le patron, ses ouvriers et préposés », la loi semble entendre par tiers, quiconque n'est pas le patron ou chef d'entreprise, son ouvrier ou son préposé.

L'expression ouvriers et préposés du patron a été singulièrement élargie, malgré les protestations de la doctrine, par la Cour de Cassation qui prohibe aussi l'exercice de l'action de droit commun contre toutes les personnes à qui le chef d'entreprise aurait laissé la direction du travail, alors même qu'elles ne seraient pas ses ouvriers.

Le mot préposé doit s'entendre d'ailleurs dans son sens le plus général et s'appliquer à toute per-

sonne appartenant ou non à l'entreprise, que le patron a investie, soit d'une façon permanente, soit momentanément de son autorité. Cette interprétation est tirée de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 qui, visant la faute inexcusable de « celui que le patron s'est substitué dans la direction du travail » paraît en faire une personne distincte et de celle du chef d'entreprise, de ses ouvriers ou préposés et de celle du tiers que vise l'article 7 de cette même loi.

Ainsi, lorsque le propriétaire d'une automobile en confie momentanément la conduite à un ami qui l'accompagnait, mais garde la direction du voyage, et conserve autorité sur lui, celui-ci doit être considéré comme son préposé et s'il a causé un accident au chauffeur du propriétaire de la voiture, ce dernier ne peut pas invoquer contre lui l'action de l'article 7.

Cass. Req., 15 juillet 1930, Gaz. Trib. 14-15-16 septembre 1930.

De même, lorsqu'un chef d'entreprise a prêté un de ses ouvriers à un client, paraissant lui abandonner la direction du travail de cet ouvrier, le client est réputé le préposé de l'entrepreneur, il ne peut donc être actionné en vertu de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, comme responsable d'un accident en vertu du droit commun.

Cr. Douai, 24 février 1909. D.P. 1911.2.327.

Mais lorsque le client n'assume pas la direction

du travail effectué pour son compte, il doit être considéré comme un tiers responsable en cas de faute à sa charge.

Cr. Douai. 4 décembre 1929. D.H. 1930, p. 60.

Cette thèse a trouvé son application dans le cas où un patron met ses ouvriers à la disposition d'un autre chef d'entreprise. Ici apparaît la notion de travail en commun consacrée par deux arrêts des Chambres réunies de la Cour de Cassation.

Cass.Ch. réunies, 8 janv. 1908, D.P. 1908.1.185.

Cr.Bordeaux (arrêt de renvoi) 17 octobre 1910, D.P. 1911.2.392.

La Cour de Cassation commence par déclarer que le patron continue à être responsable dans les termes de la loi de 1898 des accidents qui surviennent à ses propres ouvriers, même si leur travail cesse d'être sous sa surveillance, la responsabilité établie par la loi de 1898 étant une conséquence directe du contrat de travail, et elle ajoute que le chef d'entreprise, à la disposition de qui les ouvriers du premier patron ont été placés, se trouve dégagé de la responsabilité de droit commun qu'il aurait encourue pour des fautes génératrices des accidents précités, car ayant, par suite de la convention passée avec le patron, la direction du travail au cours duquel l'accident s'est produit, il ne saurait être considéré comme un tiers soumis par l'article 7 à l'action du droit commun.

A l'inverse, si ce sont les ouvriers de ce chef d'entreprise qui sont victimes d'un accident du travail, ils ont contre lui l'action de la loi de 1898 en paiement de l'indemnité légale, mais ils ne peuvent pas davantage, à raison de la communauté de travail sous une direction unique, poursuivre l'autre patron comme tiers responsable, en vertu de l'article 7, dans le cas où, par sa faute ou celle d'un de ses ouvriers, il aurait provoqué l'accident.

Cass. Req. 15 juillet 1913. Gaz. Pal. 1913.2.350.

Cass. Civ. 31 juillet 1918. Rec. Pér. Ass., 1918, p. 437.

En définitive, lorsqu'en vue d'un ouvrage à exécuter en commun, deux chefs d'entreprise emploient leurs ouvriers à un travail commun, dans un même chantier, sous une direction unique, chacun d'eux est responsable selon la loi du 9 avril 1898 des accidents qui surviennent à ses propres ouvriers, mais est dégagé de la responsabilité de droit commun en ce qui concerne les accidents dont sont victimes les ouvriers de l'autre entrepreneur.

Cass. Civ. 2 mars 1921. Rec. Pér. Ass. 1921, p. 158.

Cass. Civ., 31 octobre 1923. Rec. Pér. Ass. 1924, p. 64.

Notamment de la responsabilité dérivant de l'article 1384 du Code Civil, à raison du dommage causé par les chose qu'on a sous sa garde.

Cass. Civ., 8 avril 1924. Rec. Pér. Ass. 1924, p. 159.

Cass. Civ., 27 mars 1928. Rec. Pér. Ass. 1928, p. 498.

Telle est, du moins, la jurisprudence consacrée par la Cour de Cassation, mais celle-ci se reconnaît un pouvoir de contrôle sur le point de savoir s'il résulte des faits constatés par les juges du fond qu'il y avait ou non travail en commun sous une direction unique.

Cass. Civ., 13 février 1924, S. 24.1.246.

Cass. Civ., 27 mars 1928. S. 28.1.229.

La doctrine, en particulier M. Sachet, formule de nombreuses objections contre cette jurisprudence et en signale les dangers.

Le patron à qui des ouvriers étrangers à son entreprise sont confiés pour un travail en commun perd tout intérêt à prendre à leur égard les mesures de protection usuelle, puisqu'il n'encourt aucune responsabilité en cas d'accident ; de là un bouleversement complet des règles de l'assurance : une compagnie qui aura traité avec un chef d'entreprise consciencieux et prudent et qui aura consenti à son profit à réduire le montant des primes, précisément à raison de sa vigilance, de la bonne tenue de ses chantiers ou ateliers, subira les effets de l'incurie, de la légèreté, sinon de la maladresse, d'un employeur qu'elle ne connaît pas et à qui, peut-être, elle n'avait

pas les mêmes raisons d'accorder, en quelque sorte, un traitement de faveur (Sachet, n° 774 bis).

Toutefois, le chef d'entreprise a un droit de recours contre l'employeur qui le remplaçait pour les travaux, spécialement au cas où il commet une faute inexcusable.

Cass. Civ., 14 mars 1904. D.P. 1904.1.553, 3° esp.

Le patron qui met son ouvrier à la disposition d'un autre chef d'entreprise agira sagement, en stipulant, dans le contrat de prêt de main-d'œuvre, des mesures de protection spéciale en faveur de cet ouvrier. De telles stipulations sont valables car l'action en dommages-intérêts résultant de leur inexécution appartient au patron seul, tandis que l'action prohibée par l'article 7 est celle de la victime ou de ses représentants. Dès lors, si cette inexécution a été la cause d'un accident du travail, les dommages-intérêts auxquels le patron de la victime a droit peuvent consister dans ce remboursement des indemnités mises à sa charge par application de la loi de 1898.

Cass. Civ., 7 mars 1923, Gaz. Pal. 1923.1.726.

Il en est ainsi notamment quand le chef d'entreprise à la disposition de qui un ouvrier a été placé par son patron pour des travaux de sa spécialité, l'emploie à d'autres travaux dangereux au cours desquels il est victime d'un accident (arrêt précité).

De même, lorsque ce chef d'entreprise a reçu

en location du patron de l'ouvrier mis à sa disposition, un appareil dont le vice de construction a causé un accident à un de ses propres ouvriers, il est recevable nonobstant la collaboration des ouvriers des deux entreprises à une œuvre commune, à réclamer, en vertu de l'article 1721 du Code Civil au locateur de l'appareil, le remboursement des indemnités forfaitaires qu'il a été obligé de payer.

Cass. Civ., 30 juillet 1924. D.H. 1924.601.

Il reste à examiner maintenant quelques applications pratiques de ces principes par la jurisprudence.

Le travail des ouvriers de deux entreprises dans un même local ou sur un même chantier peut ne pas faire obstacle à l'exercice de l'action de droit commun réservé par l'article 7. Ainsi, lorsqu'un chef d'entreprise envoie un de ses ouvriers exécuter des travaux chez un autre patron, celui-ci est un tiers au sens de l'article 7, si cet ouvrier ne travaillait pas en commun avec les ouvriers du second chef d'entreprise, n'était pas sous les ordres et la direction de celui-ci, de ses ouvriers ou de ses préposés, et si le travail était étranger au genre de travaux effectués dans la seconde entreprise.

Cass. Civ., 16 juin 1920. D.P. 1921.1.81, 28^e esp.

Cass.req., 8 novembre 1926. Rec.Pér.Ass., 1927, p. 73.

De même les ayants-droit d'un chef d'équipe

victime d'un accident au cours d'un travail exécuté sur une voie ferrée pour le compte d'un entrepreneur du service duquel il était, sont admis à agir, en vertu du droit commun, contre la Compagnie de Chemins de Fer, à raison d'une faute retenue à l'encontre de l'un de ses agents, alors que les ouvriers de l'entrepreneur ne recevaient d'ordres que des préposés de celui-ci et que les agents de la compagnie de chemins de fer, se bornant à surveiller les travaux d'une façon technique et les conditions de marche, n'avaient qu'un droit de regard et de contrôle dans l'intérêt de l'exploitation du réseau et qu'il n'existait entre eux et les ouvriers de l'entrepreneur aucune collaboration:

Cass. Req., 2 avril 1930. Déc. non publiée.

Dans cette espèce, quoique la compagnie de chemins de fer ait été considérée comme un tiers au regard de l'entrepreneur, c'est ce dernier, en définitive, qui a dû faire tous les frais de l'accident, parce qu'il avait garanti contractuellement la compagnie de chemin de fer, contre les conséquences de tout accident survenu à ses ouvriers.

Une telle convention entre patrons est parfaitement licite et très courante dans la pratique, surtout entre entrepreneurs et compagnies de chemins de fer.

L'entrepreneur renonce d'abord à exercer contre la compagnie de chemin de fer tout recours en cas d'accident survenu au cours du travail et dont

la compagnie serait responsable en vertu de l'article 7 et d'autre part en cas de recours de droit commun exercé par l'un des ouvriers de l'entrepreneur contre la compagnie, l'entrepreneur garantit la dite compagnie.

La compagnie de chemins de fer transportant des employés des Postes est à bon droit considérée comme tiers responsable n'ayant aucune autorité sur ce personnel qui ne reçoit d'elle d'autres ordres que ceux qui sont nécessaires à la sécurité générale.

Cr. Pau. 22 juillet 1912. Racc. n° 17.

Par contre, on ne peut considérer comme tiers responsable, l'entrepreneur, lorsqu'il s'agit d'accidents causés à des ouvriers d'un sous-entrepreneur.

Trib. Com. Lille, 4 décembre 1928. Nord Juridique, 1^{er} mars 1929.

De même, lorsque deux groupes d'ouvriers ont été mis par leurs patrons respectifs à la disposition d'un chef d'industrie et exécutent avec des rôles différents un travail d'ensemble sous le commandement direct et unique du maître de l'ouvrage, l'un de ces ouvriers ne peut, à l'égard des ouvriers de l'autre, être considéré comme un tiers au sens de l'article 7.

Cr. Paris, 29 avril 1929. Rec. Acc. Trav. 1929, p. 185.

La solution adoptée par la Cour de Cassation semble, à l'heure actuelle, devoir être considérée comme acquise (Rouast, déjà cité, p. 837).

CHAPITRE IV

LES FORMES DE L'INDEMNITÉ MISE A LA CHARGE DU TIERS RESPONSABLE

Primitivement, l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ne prévoyait rien de spécial en ce qui concerne les formes des indemnités allouées en vertu de cet article. Il en résultait que, lorsque les tribunaux prononçaient, à l'encontre du tiers responsable, une condamnation en capital, il était difficile de calculer l'exonération du patron.

La loi du 22 mars 1902 est venue modifier la rédaction de l'article 7 et le nouveau paragraphe 2 stipule que, dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité à laquelle est condamné le tiers responsable devra être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites et qu'en outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités prévues aux articles 3 et 4.

Cette loi, destinée à faciliter le calcul de l'exonération du patron, avait aussi pour but de protéger l'ouvrier contre lui-même et de l'empêcher de dissiper le capital obtenu, cela dans le même esprit que celui qui a inspiré la réparation des accidents sous forme de rente, dans la loi de 1898.

Pour fixer le montant de la rente, il y a lieu de tenir compte de tous les éléments du préjudice : invalidité actuelle et à venir, âge de la victime, accroissement de productivité supprimée, douleurs éprouvées, dépenses causées.

C'est dans l'évaluation de la rente correspondant au dommage total qu'il doit être tenu compte du *pretium doloris*.

Cr. Douai, 24 février 1930, Jur. Cr. Douai 1930, p. 47.

Les seules indemnités qui peuvent être allouées en capital sont les indemnités temporaires telles qu'elles sont fixées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 et les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires prévus par l'article 4 de la dite loi.

Cass.Crim., 27 juillet 1929. Gaz.Pal.1929.2.802.

Cass.Civ., 15 mars 1930. Rec. Pér. Ass., 1930, p. 316.

Cass. Crim., 17 janvier 1931. Gaz. Pal., 4 février 1931.

Et ces dommages intérêts peuvent, en ce qui concerne ces frais, être supérieurs à ceux qui sont fixés par l'article 4 de la loi de 1898.

Cass. Crim., 22 août 1912. D.P. 1913.5.44.

Le tiers responsable peut être condamné en référé à verser une provision en capital imputable non sur les arrérages de la rente qui sera accordée par le jugement définitif, mais sur les sommes que ce jugement allouera en capital en vertu de l'alinéa 3 de l'article 7.

Gr. Dijon, 12 mars 1929. Rev. Gén. Ass. T., 1930, p. 173.

Il pourrait être également condamné à une provision allouée sous forme de rente.

Cr. Limoges, 21 juin 1928. Racc. n° 55.

La loi du 15 décembre 1922 permet, dans son article 4, aux exploitants agricoles, de se placer sous le bénéfice de la législation sur les accidents du travail.

Il en résulte qu'en cas d'accident survenu à un exploitant agricole, assujetti facultatif, par la faute d'un tiers, si cet accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité à la charge du tiers responsable ne peut être attribuée que sous forme de rente, conformément à l'article 7.

Cass. Crim., 31 janvier 1931. Gaz. Pal., 18 février 1931.

Et ceci parce que l'indemnité doit exonérer l'assureur à due concurrence.

Le patron et son assureur peuvent attaquer par la voie de la tierce opposition un jugement même passé en force de chose jugée qui condamne le tiers

responsable à payer une indemnité sous forme de capital.

Cr. Riom, 12 novembre 1929, Rec. Pér. Ass. 1930, p. 319.

Cette décision obligea l'ouvrier à rembourser l'indemnité allouée en capital ; en cela, elle est critiquable, parce que la décision nouvelle qui admet la tierce opposition n'a d'effet qu'au profit du tiers opposant et ne peut modifier la situation des parties à l'égard desquelles le jugement attaqué a été rendu ; ainsi, dans un cas analogue, la Cour de Cassation a déclaré que le jugement qui, statuant sur la tierce opposition formée par la Caisse Nationale des Retraites, décide que l'accident n'était pas régi par la loi de 1898 et décharge la Caisse Nationale des Retraites de son obligation de garantie, ne peut avoir pour effet d'annuler la créance reconnue à l'ouvrier contre son patron par le premier jugement passé en force de chose jugée.

Cass. Civ., 1^{er} juillet 1924. Rec. Pér. Ass. 1924, p. 458.

Le jugement méconnaissant la règle qui oblige le tiers responsable à verser une rente servie par la Caisse Nationale des Retraites, et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, ne peut plus être modifié à la requête de l'ouvrier seul, ni par voie d'interprétation, ni par voie de demande nouvelle.

Trib. Civ. Seine, 29 mars 1928. Rec. Pér. Ass. 1928, p. 391.

L'exception de la chose jugée domine dans les matières qui touchent à l'ordre public.

Il existe pourtant certains cas où, bien que l'action exercée par le tiers responsable soit basée sur l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, l'indemnité allouée peut l'être sous forme de capital.

C'est le cas où, bien que s'agissant d'un accident du travail, on statue en dehors de l'application de la loi de 1898 : sur la demande formée par des personnes lésées qui ne sont pas comprises dans l'énumération de l'article 3, telles que parents non à charge pour la victime décédée.

Cass. req., 21 octobre 1929, Rev. Gén. Ass. T., 1930, p. 623.

Ou des enfants majeurs de seize ans.

Cass. Cr., 22 août 1912. D.P. 1913.5.44.

Et cette solution est admise pour la raison que le chef d'entreprise ne peut pas être en cause et que la question de son exonération ne se pose pas.

En outre, si la victime de l'accident, tout en étant employé industriel ou commercial protégé par la loi du 9 avril 1898, exerçait en même temps, pour son propre compte, un commerce lucratif complètement distinct, elle a droit contre le tiers responsable à une indemnité complémentaire représentant la dépréciation ou la perte du fonds de commerce et ce supplément d'indemnité peut être alloué en capital et non en rente viagère, dès lors que la

victime reçoit par ailleurs, sous forme de rente, le maximum de ce à quoi elle pouvait prétendre en vertu de la loi du 9 avril 1898.

Cr. Grenoble, 9 août 1909. D.P. 1911.2.325.

Il est évident que le rachat de la rente par le tiers responsable serait nul de plein droit.

Trib. Civ., Marseille, 3 mai 1923. Rec. Acc. Trav., 1924, p. 117.

Si la victime d'un accident du travail décède des suites d'une maladie étrangère à cet accident avant que la condamnation du tiers intervienne, il est impossible de créer une rente sur sa tête et on ne se trouve pas dans le cas où, d'après la loi de 1898, une pension doit être allouée à ses ayants-droit ; il ne reste qu'à remettre à la succession de la victime le capital correspondant à la totalité des indemnités.

Cass. Civ., 22 juin 1921. Racc. n° 26.

Le tiers responsable a le droit de demander que la rente à laquelle il est condamné soit par lui constituée à la Caisse Nationale des Retraites à capital réservé. La loi du 20 juillet 1886 sur l'organisation de la Caisse Nationale des Retraites permet, en effet, la constitution d'une rente à capital aliéné ou à capital réservé.

Dans la pratique, la Caisse Nationale des Retraites refuse ces versements à capital réservé prétendant que la loi du 22 mars 1902 (modificative de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898) en exigeant le ser-

vice par la Caisse Nationale des Retraites des rentes d'invalidité dues par les tiers aux ouvriers victimes d'accident s'en est nécessairement référé aux règles concernant cette Caisse en matière de rentes d'invalidité et non aux règles qui la concernent en matière de rentes de vieillesse et que le service des rentes d'invalidité ne comportant pas et n'ayant pas à comporter, à l'inverse du service des rentes de vieillesse, la faculté d'une réserve du capital représentatif de la rente, jamais le débiteur de rentes allouées à l'ouvrier (que ce débiteur soit le patron ou un tiers responsable) ne peut être admis à faire à la Caisse Nationale des Retraites un versement à capital réservé.

Rien ne justifie une telle prétention, la rente doit être servie par la Caisse Nationale des Retraites, voilà ce qu'exige l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, mais rien ne renvoie dans cet article, à l'article 28 de la loi.

On doit admettre que le tiers peut se libérer par un versement représentant la rente à capital réservé, d'après le tarif édicté par l'article 5 de la loi du 20 juillet 1886 pour les versements destinés aux constitutions de rente à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse.

Trib. Civ., Lectoure, 5 juillet 1906. D.P. 1912, 2.41.

Cr. Lyon, 31 octobre 1928, Rec. Acc. Trav., 1929, p. 238.

L'intérêt du tiers à demander un tel versement

peut être motivé par l'état de santé de la victime.

Un curieux arrêt du Conseil d'Etat est à signaler.

C. d'Etat, 18 juillet 1930.

Il dispense la Ville de Paris de verser à la Caisse Nationale des Retraites le capital constitutif de la rente à laquelle elle a été condamnée comme tiers responsable, attendu — dit l'arrêt — que, l'action étant dirigée contre la Ville de Paris, personne morale solvable, il n'y avait pas lieu pour elle de verser à la Caisse, conformément à l'article 7, le capital constitutif. Il est évident que la personne morale dont il s'agit présente une surface suffisante, mais toutes les villes de France pourraient revendiquer ce privilège reconnu par le Conseil d'Etat, privilège contraire au texte de la loi.

Le projet Gros — article 6 — prévoit qu'en cas d'incapacité permanente, l'indemnité sera composée pour partie d'une rente au moins égale à celle mise à la charge de l'employeur par la loi de 1898 et que le surplus de l'indemnité pourra être allouée à la victime sous forme de capital.

A signaler que le projet Gros ne parle plus de l'obligation, en ce qui concerne la rente, d'être servie par la Caisse Nationale des Retraites et, en cas de mort, la forme de l'indemnité n'est plus précisée.

La Commission Sénatoriale de l'Hygiène répare ces erreurs tout en laissant subsister la possibilité de « l'allocation d'une rente sous forme de capital ».

La loi du 9 avril 1898 prévoit différents cas de conversion de la rente en capital.

Doit-on en faire application à l'indemnité obtenue en vertu de l'article 7, étant admis que le capital constitutif de la rente a été versé à la Caisse Nationale des Retraites ?

La doctrine semble l'admettre. L'intention des auteurs de la loi en imposant cette forme d'indemnité, ayant été d'unifier le mode de réparation dans l'intérêt de la victime, la victime doit pouvoir toujours réclamer qu'un capital lui soit alloué toutes les fois que la loi de 1898 elle-même prévoit ou permet cette allocation pour l'indemnité forfaitaire, mais il ne semble pas que le tiers puisse lui imposer cette transformation (Rouast, déjà cité, p. 843).

Tout d'abord, aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, le conjoint, en cas de nouveau mariage, et l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français (sauf en cas de convention diplomatique) voient leur rente viagère transformée en un capital égal à trois annuités.

Ce capital étant manifestement inférieur à la valeur réelle de la rente, la Caisse Nationale des Retraites n'éprouverait donc aucune perte en opérant une telle conversion, mais peut-elle l'imposer ? Sachet (n° 792) ne le pense pas, parce que cette rente est non l'indemnité légale payée par le chef d'en-

treprise, mais l'équivalent des dommages-intérêts mis à la charge du tiers responsable, or ces dommages-intérêts, correspondant exactement au préjudice effectivement causé, ne sont pas soumis à des réductions qui sont sans relation avec une réduction du dommage. Si le conjoint ou l'étranger sollicitait la conversion, la Caisse Nationale des Retraites devrait-elle ou pourrait-elle l'accorder ? La question est plus délicate, il semble qu'on ne pourrait contraindre la Caisse des Retraites à accepter une telle conversion, mais rien ne s'opposerait à ce que les deux parties convinssent valablement de l'opération.

L'article 9 de la loi de 1898 autorise la victime, après les délais de la revision, à demander que le quart du capital constitutif de la rente lui soit attribué en espèces. La victime peut aussi demander que le capital constitutif de la rente serve à constituer une rente reversible par moitié au plus sur la tête de son conjoint. Sachet (794) admet que ces opérations peuvent s'effectuer dans l'espèce, puisqu'elles ne causent aucun préjudice à la Caisse Nationale des Retraites. On devrait même admettre la conversion conventionnelle de rentes ne dépassant pas cent francs (article 21).

Cependant certains jugements n'autorisent pas cette conversion sous le prétexte que l'attribution en espèce du quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente, n'est réservée par l'article 9 que

relativement à la rente forfaitaire imposée par ladite loi au chef d'entreprise.

Trib. Civ., Toulouse, 11 octobre 1911. D.P. 1912.2.45.

Trib. Civ. Aveyron, 8 mars 1930, déc. non publiée.

L'action en revision de l'indemnité prévue par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 a-t-elle une influence sur les rapports qui régissent la victime et le tiers responsable ? Il faut répondre : non, dans tous les cas.

En droit commun, la victime d'un accident reçoit généralement une indemnité sous forme de capital. Il est possible de la remplacer par une rente, mais celle-ci est fixée une fois pour toutes. Elle ne peut être diminuée.

La victime pourrait, toutefois, obtenir une majoration en faisant état d'un préjudice nouveau basé sur l'aggravation de sa blessure, la chose jugée n'est pas un obstacle à la recevabilité de cette action.

Cass. req., 10 décembre 1861. D.P. 1862.1.123.

Cass. req., 21 mars 1872. D.P. 1872.1.327.

Cr. Aix, 2 avril 1870. D.P. 1871.2.241

L'autorité de la chose jugée s'oppose, par contre, à ce que l'auteur de l'accident obtienne une réduction de la rente à laquelle il a été condamné définitivement, si l'invalidité diminue ou disparaît.

Cr. Nancy, 10 juillet 1875. D.P. 1876.2.63.

L'action de la victime exercée en vertu de l'article 7 de la loi de 1898, est une action régie par le droit commun et, à part la réserve de l'indemnité à allouer sous forme de rente, elle est tout à fait indépendante de celle prévue par la loi de 1898. L'exercice de l'action spéciale en revision réglée par l'article 19 de la loi de 1898, doit donc, en principe, être refusée au tiers responsable.

Si l'auteur du dommage a prévu une diminution de celui-ci, et fait des réserves pour obtenir ultérieurement la diminution de l'indemnité, les tribunaux peuvent, en lui donnant acte de ces réserves, rendre la condamnation conditionnelle et, par suite, lui réserver son action en réduction.

Cr. Aix, 15 janvier 1910. Rec. Acc. Trav., 1910-1911, p. 223.

Cr. Bordeaux, 11 mars 1912. Rec. Acc. Trav., 1912-1913, p. 166.

La jurisprudence décide que la possibilité d'obtenir par l'action en revision de l'article 19 de la loi de 1898, une réduction de la rente allouée à la victime d'un accident du travail, n'appartient qu'au patron ou à l'assureur substitué, mais non au tiers condamné comme auteur responsable de l'accident, en vertu de l'article 7 de la loi de 1898, et que, lorsque le patron obtient, par voie de revision, une réduction de la rente légale qui a été mise à sa charge, cette réduction ne profite pas au tiers responsable

pour la rente que celui-ci est tenu de payer à ce titre.

Trib. Civ. Bordeaux, 28 janvier 1929. Rev. Gén. Ass. T. 1930, p. 164.

Trib. Civ. Rhône. 30 mai 1929 Mon. Lyon, 13 septembre 1929.

Certaines décisions reconnaissent au tiers responsable qui a désintéressé le patron, la possibilité de se faire céder le droit de celui-ci d'agir en revision, ce droit n'étant pas personnel et incessible, il suffit d'une mention de subrogation dans la quittance délivrée au tiers.

Cr. Douai, 3 juillet 1929. Sem. Jur., 21 novembre 1929.

La réduction de rente, en ce cas, ne peut porter que sur celle calculée d'après la loi de 1898 et qui était primitivement à la charge du patron et non sur la rente totale.

Le patron ou l'assureur substitué, lorsqu'ils ont été complètement exonérés par le tiers responsable, ne sont plus recevables à intenter l'action en revision, étant sans intérêt et, partant, sans droit pour provoquer l'action en revision, à raison d'une réduction de l'incapacité de travail.

Les tribunaux peuvent prononcer des condamnations conditionnelles si, influencés par les dispositions de la loi de 1898, ils calculent la rente d'une manière particulière, ou s'ils estiment que, d'après les documents de la cause, l'infirmité doive dispa-

raître dans un temps plus ou moins éloigné, mais on ne saurait admettre dans les rapports de l'ouvrier et du tiers responsable, même en faisant intervenir une cession de créance ou une subrogation, l'application des dispositions toutes spéciales de procédure de la loi de 1898.

D'autre part, s'il y a aggravation de son état, l'ouvrier a le droit d'intenter contre le patron l'action en revision prévue par l'article 19 de la loi de 1898.

Sol. impl. Trib. Civ. Montluçon, 29 novembre 1929. Rec. Som. 1930, n° 163.

Il a le droit, en outre, de demander une augmentation de la rente au tiers responsable, mais vis-à-vis de ce dernier, il n'est pas tenu de se conformer au délai de trois ans prévu par l'article 19 pour introduire sa demande.

Le patron ou l'assureur substitué qui, en suite d'une action en revision, est condamné à payer à la victime une rente plus élevée a le droit d'exercer contre le tiers responsable une instance pour être déchargé du service de cette rente supplémentaire.

Le texte proposé par la Commission Sénatoriale de l'Hygiène en ce qui concerne l'action en revision, dénote une méconnaissance complète de la question. Ce texte étend l'action en revision prévue à l'article 19 à la totalité de l'indemnité due par le tiers responsable.

Ce sera rendre conditionnelles bien inutilement

toute une série de condamnations et s'éloigner un peu plus du droit commun, au lieu de s'en rapprocher, comme il est normal.

L'indemnité mise à la charge du tiers responsable ne pouvant se cumuler avec l'indemnité légale due par le chef d'entreprise, et exonérant, au contraire, ce dernier à due concurrence, il en résulte que cette indemnité est incessible et insaisissable au même titre que l'indemnité légale dont elle tient la place lorsque cette indemnité est égale ou inférieure à l'indemnité légale, l'excédent au contraire est cessible et saisissable dans les termes des articles 581 et 582 du Code de Procédure Civile.

La victime de l'accident ne bénéficie pas contre le tiers responsable de la garantie organisée par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898.

La seule garantie consiste dans le versement obligatoire à la Caisse Nationale des Retraites du capital représentatif de la rente mise à la charge du tiers responsable.

D'autre part, en cas d'insolvabilité de ce dernier, la victime, si elle n'a pas encore intenté l'action de la loi de 1898, peut se retourner contre le patron qui conserve, à son égard, la qualité de débiteur principal en ce qui concerne l'indemnité forfaitaire.

CHAPITRE V

L'EXONÉRATION DU PATRON ET DE L'ASSUREUR

L'exonération du patron et de l'assureur est une des questions les plus complexes de celles que pose l'article 7 de la loi de 1898.

Aux termes de cet article, l'indemnité à laquelle est condamné envers la victime ou ses représentants le tiers responsable, conformément aux règles du droit commun, exonère à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge par la loi du 9 avril 1898.

Il faut, en premier lieu, examiner la question sous son aspect général, c'est-à-dire dans l'hypothèse où le tiers est entièrement responsable de l'accident, ensuite il y aura lieu d'examiner les cas de responsabilité partagée du tiers, soit avec la victime, soit avec le patron ou ses préposés.

Responsabilité totale du tiers

Dans ce cas, l'indemnité à la charge du tiers responsable allouée à la victime exonère à due concurrence le patron des obligations mises à sa charge c'est-à-dire que si l'indemnité à laquelle est con-

damné le tiers responsable est équivalente ou supérieure, ce qui est vraisemblable, à celle mise à la charge du patron par la loi du 9 avril 1898, ce dernier est complètement exonéré, si elle est inférieure, il est exonéré seulement jusqu'à due concurrence de son montant.

Il semble que l'application de ce principe ne présente pas de difficultés, cependant la réalité est tout autre.

Où l'indemnité de droit commun est fixée à l'amiable : si l'accord a lieu entre le tiers responsable et la victime, en présence du patron, aucune difficulté, si la transaction intervient en dehors du patron, elle ne saurait lui être opposable (voir infra), si elle porte atteinte à ses droits, ou cette indemnité est allouée par les juridictions judiciaires ou administratives, et ce, soit à la requête de la victime, soit à la requête du patron, le premier cas étant seul à considérer ici, le second n'offrant point de difficulté et ayant été examiné.

La controverse va provenir de la manière dont la victime formule sa demande.

En s'en tenant strictement à la lettre de l'article 7 de la loi de 1898, la victime doit réclamer au tiers responsable la réparation intégrale du préjudice subi : c'est-à-dire que la victime doit demander au tiers non seulement le complément d'indemnité destiné à couvrir complètement le préjudice qu'elle a subi alors qu'elle a déjà obtenu du patron l'in-

demnité forfaitaire de la loi, mais une indemnité correspondant à l'intégralité du préjudice. Cette solution s'impose, étant donné le § 2 de l'article 7, qui dit que l'indemnité allouée à la victime exonérera à due concurrence le chef d'entreprise, or cette indemnité, c'est celle que, d'après le paragraphe 1, la victime conserve le droit de réclamer contre le tiers auteur de l'accident.

Si la victime réclame la réparation intégrale du préjudice au tiers responsable, il n'y a aucune difficulté : que le patron intervienne ou n'intervienne pas, il sera exonéré.

Trib. Civ. Rhône, 30 mai 1929, Mon. Lyon, 13 septembre 1929.

En pratique, la victime doit réclamer la réparation intégrale du préjudice à elle causé, déduction faite de ce qu'elle a déjà pu toucher sous forme de capital pour demi-salaires, frais médicaux et pharmaceutiques de la part du patron et que ce dernier, aux termes du paragraphe 3 de l'article 7, peut réclamer lui-même au tiers responsable en intervenant.

Si la victime n'agit pas ainsi, elle s'expose à un grave danger. En ne réclamant au tiers responsable, en cas d'incapacité permanente, qu'un complément de rente, elle s'expose à ce que ce complément serve à exonérer le patron, à due concurrence, même si ce dernier n'intervient pas dans l'instance qu'il a pu ignorer. La loi ne suppose pas une intervention du patron. Cette exonération a lieu de plein droit.

Trib. Civ., Dijon, 24 janvier 1927, D.H. 1927, p. 176.

Cette solution est équitable. La jurisprudence de la Cour de Cassation (voir supra) tend à déclarer le patron irrecevable à agir, une fois que la victime a intenté son action et obtenu un jugement définitif même si la victime n'a pas demandé la réparation intégrale du préjudice causé ; on ne peut donc laisser à la victime en réduisant sa demande contre le tiers à une réparation partielle, la faculté de paralyser pour le chef d'entreprise, son droit à exonération ; ce dernier est d'ailleurs si absolu qu'il est sanctionné par une action individuelle contre le tiers au cas d'inaction de la victime.

Toutefois, le patron pourrait former tierce opposition au jugement intervenu en dehors de lui entre la victime et le tiers responsable, pour faire préciser que les condamnations prononcées au profit de l'ouvrier contre le tiers serviront d'abord à son exonération.

Trib. Civ., Auxerre, 24 mars 1915. Rec. Acc. Trav. 1916-1917, p. 180.

Trib. Civ. Marseille, 3 mai 1923. Rec. Pér. Ass., 1923, p. 490.

Il est donc exact d'affirmer que la condamnation du tiers responsable exonère jusqu'à due concurrence de plein droit le chef d'entreprise. Mais que décider lorsque les tribunaux appelés à statuer sur la responsabilité du tiers, spécifient que la rente par

eux allouée, viendra en outre de la réparation prévue par la loi du 9 avril 1898.

Cette exonération étant de plein droit, et la loi du 9 avril 1898 étant d'ordre public, même dans ce cas le chef d'entreprise devrait être exonéré.

Dans un jugement récent qu'il importe d'analyser ici, le Tribunal Civil de la Seine vient de décider le contraire.

Une Compagnie d'Assurances débitrice de la rente forfaitaire, se refusait à continuer le paiement de la rente pour le motif que la victime avait obtenu devant les tribunaux répressifs un jugement condamnant le tiers responsable à servir à la victime une rente bien supérieure à la rente forfaitaire.

En l'espèce, la rente à la charge du tiers responsable allouée par la Cour de Caen à la victime était spécifiée être en outre de la rente de la loi du 9 avril 1898. Le tribunal estima ne pas pouvoir aller contre la décision de la Cour de Caen et l'autorité de la chose jugée en prononçant que la Compagnie d'Assurances était exonérée de droit par la condamnation du tiers responsable du paiement de la rente mise à sa charge et jugea que la Compagnie n'avait qu'à prendre ses dispositions pour intervenir légalement dans la poursuite pénale et faire reconnaître ses droits le cas échéant.

Trib. Civ. Seine, 8 février 1930. La Semaine, 1930, p. 380. *contra* Trib. Civ. Marseille, 3 mai 1923. Rec. Pér. Ass., 1923, p. 490.

Si une telle jurisprudence s'établissait, ce serait refuser aux dispositions de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 le caractère d'ordre public absolu et permettre aux magistrats d'y déroger par une indication formelle.

Le patron peut parfaitement ignorer l'instance engagée par l'ouvrier.

Le projet de la Commission Sénatoriale de l'Hygiène met fin à cet état de choses, il prévoit que la victime devra dénoncer au chef d'entreprise l'action qu'elle intente au tiers responsable.

Le patron sera ainsi à même d'intervenir, et le débat qui vient d'être exposé n'aura plus qu'un intérêt académique.

Les tribunaux, lorsqu'ils se trouvent en présence de demandes mal présentées, ne devraient pas hésiter à statuer *ultra petita* et à condamner le tiers à la réparation intégrale du préjudice, si l'on admet ce caractère d'ordre public absolu de toutes les dispositions de la loi du 9 avril 1898.

Il faut bien reconnaître que ces questions sont extrêmement complexes et délicates. Une décision récente n'a accordé à l'ouvrier actionnant le tiers responsable en réparation intégrale du préjudice subi, qu'une nouvelle rente destinée à compléter celle de la loi de 1898 et a déclaré que cette nouvelle rente exonérerait le patron des obligations mises à sa charge, exonérant ainsi le patron de son obligation au préjudice de la victime qui, au lieu de toucher la

rente initiale plus la rente complémentaire, ne touchera que la seconde, alors que le tiers responsable aurait dû avoir la charge de la rente forfaitaire et de la rente complémentaire.

Trib. Civ. Seine, 18 décembre 1929, Rec. Pér. Ass. 1930, p. 38.

L'exonération du patron ne doit pas être déclarée définitive du fait du paiement par le tiers responsable des indemnités mises à la charge du patron, tant que la victime peut introduire l'action en revision prévue par l'article 19 de la loi de 1898 et ceci a un intérêt, surtout en cas de faute partagée, les deux rentes pouvant être sensiblement égales.

Trib. Civ. Montluçon, 29 novembre 1929. Rec. Som. 1930, n° 1638.

Ce n'est qu'à partir du moment où le tiers responsable s'est acquitté de ses propres obligations que le chef d'entreprise ou l'assureur qui lui est substitué sont exonérés dans les termes de l'article 7, et cette exonération ne s'opère que jusqu'à concurrence de la somme versée par lui. D'autre part, le caractère d'ordre public de la loi s'oppose à ce qu'en cas de mort ou d'incapacité permanente de la victime, le tiers responsable se libère de sa dette de rente ou pension autrement que par le versement à la Caisse Nationale des Retraites du capital représentatif de ces rentes et pensions. L'exonération ne doit s'opérer que lorsque le tiers responsable a fait le versement

à la Caisse Nationale des Retraites, par suite, tant que ce versement n'a pas été effectué, l'assureur, afin d'éviter les conséquences d'une insolvabilité possible du tiers dans l'avenir, peut verser lui-même, à bon droit, ce capital à la Caisse des Retraites, et il est bien fondé à en poursuivre le recouvrement contre le tiers responsable.

Cass. Civ., 15 novembre 1921, S. 1922.1.122, 11^e esp.

En exploitant à la lettre les termes du paragraphe 2 de l'article 7, l'on devrait admettre qu'au cas où le tiers responsable a été condamné par erreur au paiement à la victime d'un capital, l'indemnisant totalement du préjudice subi et représentatif d'une rente égale ou supérieure à celle que la victime aurait pu obtenir du chef d'entreprise, la victime conserverait le droit d'intenter une action ultérieure contre ce chef d'entreprise, en paiement de la rente forfaitaire de la loi de 1898.

La jurisprudence déclare, à bon droit, une telle action irrecevable, motif pris de ce que le cumul des deux opérations devient impossible s'il tend à assurer à la victime un enrichissement illicite, ce qui se produirait si l'indemnité d'abord obtenue du tiers responsable était supérieure ou égale à la réparation intégrale du préjudice souffert. Le chef d'entreprise est, en ce cas, exonéré de toute responsabilité.

Trib. Civ., Béthune, 24 octobre 1928. Rec. Pér. Ass. 1929, p. 196.

De même lorsqu'après avoir obtenu la rente forfaitaire de la loi du 9 avril 1898, la victime obtient par jugement du tiers responsable la réparation intégrale du préjudice subi par le paiement d'un capital, le patron peut former tierce opposition contre ce jugement surtout lorsque le tiers responsable avait promis au patron de n'effectuer, en dehors de lui, aucun règlement avec la victime.

Cour Riom, 12 novembre 1929. Rec. Pér. Ass. 1930, p. 319..

Ici se pose la question de l'insolvabilité du tiers responsable. La condamnation de celui-ci sera quelquefois complètement inexécutable, quelquefois partiellement exécutable. Quelle sera la conséquence de cette insolvabilité?

Si le tiers est totalement insolvable, le patron ne sera pas exonéré (voir supra).

Si le tiers verse une partie seulement de l'indemnité à laquelle il a été condamné, ce versement va-t-il servir à exonérer le patron ?

Certainement, jusqu'à due concurrence, en appliquant à la lettre l'article 7. Il ne semble pas que l'ouvrier serait ainsi plus lésé que le patron par l'insolvabilité du tiers, et que ce serait créer un véritable droit de préférence au profit du patron, à l'encontre de la victime, droit inacceptable.

Pour trancher les questions qui se posent en cette matière, il faut toujours s'en référer au droit

commun. Or, s'il s'agissait d'un accident quelconque de la rue, la victime devrait bien supporter l'insolvabilité partielle de l'auteur de l'accident. Ici, elle est quand même privilégiée, parce qu'elle est toujours sûre de toucher au moins la rente de la loi de 1898.

M. Rouast (op. cit., p. 852) écarte un privilège tant au profit de la victime vis-à-vis du patron, qu'inversement au profit de ce dernier, et propose le concours de l'ouvrier avec le chef d'entreprise sur les sommes laissées disponibles par l'insolvabilité du tiers.

Une transaction intervenue entre l'ouvrier et le tiers responsable, sans l'intervention ou l'assentiment du patron, doit être considérée à l'égard de ce dernier comme « *res inter alios acta* » et ne peut lui être opposable que dans la mesure où elle l'exonère des obligations mises à sa charge, car s'il en était autrement, le patron protégé par la loi contre la simple négligence de l'ouvrier à exercer son action, ne le serait point contre une transaction frauduleuse ou dérisoire consentie de mauvaise foi par celui-ci.

Trib. Civ. Seine, 7 novembre 1903. Gaz. Trib., 9 décembre 1903.

Trib. Paix, Paris (7^e), 15 décembre 1905. Loi du 3 mars 1906.

Trib. Civ. Meuse, 30 janvier 1928. *Argus*, 11 mai 1930.

Le patron doit être exonéré même si aucune instance n'a été engagée par l'ouvrier devant la juridiction civile, en vertu de la loi de 1898 et s'il n'a pas fait la déclaration prescrite par l'article 11 de la loi de 1898.

Si l'assureur du patron a versé à ses réserves mathématiques le capital représentatif de la rente forfaitaire, le versement par le tiers responsable à la Caisse Nationale des Retraites, du capital de la rente à laquelle il a été condamné, permettra à l'assureur de retirer de ses réserves mathématiques le capital représentatif de la rente forfaitaire. En outre, le tiers doit lui rembourser les arrérages échus et payés jusqu'au jour de la constitution à la Caisse Nationale des Retraites.

Si l'assureur du patron a, au contraire, versé à la Caisse Nationale des Retraites le capital représentatif de la rente forfaitaire, le tiers responsable est tenu de lui rembourser ce capital, plus les arrérages de la rente échus antérieurement.

S'il a été alloué, ainsi qu'il est possible, des indemnités, sous quelque forme que ce soit, à des personnes lésées qui ne sont pas comprises dans l'énumération de l'article 3 (voir *supra*), il est bien certain que le chef d'entreprise n'a aucun droit sur ces indemnités.

Cass. Req., 19 nov. 1930. Rec. Pér. Ass. 1930,
p. 541.

*Responsabilité partagée du tiers et du patron
ou d'un préposé du patron*

Si l'accident du travail est dû à deux fautes, l'une du tiers, l'autre du patron, on applique au tiers les principes ordinaires de la faute commune. Le tiers a une responsabilité réduite à la part que le tribunal estime devoir lui incomber.

L'exonération ne peut être invoquée par le patron, lorsqu'il est l'auteur ou le co-auteur de l'accident ou du moins ne peut être invoquée que dans la mesure où la responsabilité qui résulterait pour lui de l'application du droit commun serait moins onéreuse pour lui que la garantie forfaitaire de la loi de 1898.

Cass. Civ., 14 janvier 1919. Rec. Acc. Trav.
1920-1921, p. 40.

Cass. Civ., 22 juillet 1920.

Cons. d'Etat, 7 février 1930, Rev. Gén. Ass. T.
1930, p. 620.

Ainsi, si on suppose que la responsabilité est partagée dans la proportion de $1/3$ à la charge du patron et $2/3$ à la charge du tiers, qu'une rente de 600 francs corresponde à la réparation intégrale du préjudice, le tiers devra payer une rente de 400

francs et si le jeu de la loi de 1898 a mis à la charge du patron une rente de 300 francs, le patron sera exonéré de 100 francs par la condamnation du tiers et sa rente réduite à 200 francs égale à celle qu'il aurait à supporter en droit commun.

Si l'on s'en tient à la lettre de l'article 7, cette solution est contestable, parce qu'aux termes de l'article 7, l'indemnité dont l'auteur de l'accident est débiteur d'après le droit commun envers la victime, exonère à due concurrence le patron, mais cette solution est équitable parce qu'en cas de faute commune, le tiers n'est condamné qu'à un complément d'indemnité, puisqu'il ne supporte qu'une part de responsabilité, ce complément ne doit exonérer que sous certaines conditions le patron qui supporte l'autre part de responsabilité.

Le tiers auteur de l'accident peut être appelé à supporter l'intégralité du dommage en cas de faute commune du tiers avec un préposé du patron, lorsqu'il est impossible de déterminer la proportion dans laquelle chaque faute a concouru au dommage. Ceci a été jugé dans une espèce où la loi de 1898 sur les accidents du travail était inapplicable, les demandeurs étant des parents non à la charge de la victime décédée.

Cass. Req., 21 octobre 1929. Rev. Gén. Ass. T., 1930, p. 623.

C'est l'application de la théorie de la solidarité ou même de l'indivisibilité, lorsqu'il y a participa-

tion de plusieurs personnes à un fait dommageable, la réparation peut être ordonnée pour le tout contre chacune des personnes, s'il est impossible de déterminer la proportion dans laquelle chaque faute a concouru au dommage.

Cass. Req. 19 juin 1929, D.H. 1929, p. 428.

Mais en l'espèce, le patron ne pouvait être condamné, la loi de 1898 l'exonérant de toute obligation, s'agissant de parents non à charge pour la victime.

Le législateur (voir supra, texte proposé par la Commission Sénatoriale de l'Hygiène) a cru devoir intervenir en cette matière. La solution qu'il propose est nettement critiquable.

Après avoir envisagé le cas où la responsabilité du tiers auteur de l'accident est entière, il envisage le cas où la responsabilité du tiers n'est que partielle.

Première erreur: Il oublie de préciser quel est l'autre responsable de l'accident. La responsabilité peut être partagée entre le tiers et le patron, cas assez rare, ou entre le tiers et la victime, cas le plus fréquent. Si on s'en réfère au rapport du Docteur Chauveau, la disposition proposée ne vise que le premier cas, mais ceci ne ressort nullement du texte. Or, dans le deuxième cas, cette disposition serait un véritable non-sens (voir infra).

Deuxième erreur: Au lieu de consacrer légalement la solution équitable et fort simple adoptée par la Cour Suprême et le Conseil d'Etat, et qui vient d'être analysée, le législateur propose d'exonérer le

patron de la fraction des indemnités légales correspondant à la part de responsabilité du tiers, et il met cette fraction à la charge du tiers tenu de payer en outre une rente supplémentaire.

Cette solution avantagerait nettement le patron. En effet, celui-ci ne répare forfaitairement qu'à peu près la moitié du dommage légal et ne devrait être exonéré que lorsque la part de responsabilité du tiers est au moins supérieure à la moitié de la responsabilité totale.

Pour reprendre l'exemple cité plus haut, la rente légale étant de 300 francs, d'après la disposition proposée par la Commission Sénatoriale de l'Hygiène, le patron sera exonéré des $\frac{2}{3}$ de la rente légale et n'aura plus à payer qu'une rente de 100 francs, alors qu'il aurait eu à supporter en droit commun une rente de 200 francs.

Il faudrait dire que l'exonération des rentes légales sera calculée suivant un coefficient qui sera le double de la fraction supérieure à la moitié de la responsabilité.

Pour reprendre l'exemple, la fraction supérieure à la moitié de la responsabilité est $\frac{1}{6}$, le double est $\frac{2}{6}$, le patron conservera donc bien à sa charge une rente de 200 francs.

Responsabilité partagée du tiers et de la victime

L'accident du travail peut être dû à deux fautes,

l'une du tiers, l'autre de la victime. L'indemnité qu'obtient la victime contre le tiers responsable conformément au droit commun exonère, lorsqu'elle est au moins égale aux obligations du chef d'entreprise, en vertu de la loi de 1898, complètement et de plein droit, sinon à due concurrence, le chef d'entreprise alors même que, par suite de cette faute commune de l'auteur et de la victime de l'accident, il y a partage de responsabilité et que l'indemnité de droit commun n'est pas la réparation intégrale du préjudice.

Cr. Paris, 11 avril 1916. Rec. Acc. Trav., 1916-1917, p. 200.

Cas. Civ., 30 octobre 1918. Rec. Acc. Trav., 1918-1919, p. 155.

Cr. Orléans, 26 décembre 1919, arrêt de renvoi conf.

Le chef d'entreprise ne doit pas être exonéré qu'à moitié, ainsi qu'en ont décidé certains arrêts.

CHAPITRE VI

LE RECOURS CONTRE LE TIERS RESPONSABLE EN ALSACE ET LORRAINE

En Alsace et Lorraine, les personnes assurées victimes d'un accident du travail ou leurs survivants peuvent réclamer à l'auteur responsable de l'accident autre que le chef d'entreprise et les personnes qui lui sont assimilées, en vertu des dispositions de droit commun, la réparation du dommage qui leur est occasionnée par maladie, accident, invalidité ou décès de la personne qui les entretenait, ce droit passe à l'institution chargée de l'assurance jusqu'à concurrence des prestations qu'elle est tenue d'allouer aux ayants-droit en vertu de la loi sur les accidents du travail.

Paragraphe 1542 du Code des Assurances Sociales :

Le Tribunal ordinaire qui connaît ces actions est lié par la décision rendue d'après la procédure instituée par la loi sur les accidents du travail et établissant si et dans quelle mesure l'institution chargée de l'assurance est engagée.

CONCLUSION

Comme le dit, si justement, M. Rouast, l'article 7 représente la frontière entre le domaine de la loi de 1898 et celui du droit commun et cette frontière est un peu indécise.

Les arrêts de jurisprudence sont souvent contradictoires en présence des nombreuses difficultés juridiques qui se présentent. La Cour Suprême ne paraît pas avoir elle-même une conception très ferme.

Le législateur a eu surtout en vue deux buts :

L'exonération du patron ou de l'assureur en ce qui concerne les obligations mises à leur charge par la loi du 9 avril 1898, lorsque l'auteur responsable de l'accident du travail est un tiers.

La pérennité de l'indemnité allouée en réparation du dommage subi. Mais ce dernier point tend à disparaître dans les projets en instance.

Il semble bien que le législateur ait atteint ces deux buts.

« La loi de 1898 » tend à évoluer elle aussi sous l'influence de la pratique et du développement toujours accru du machinisme et de sa rançon, les accidents.

« Le projet Gros » refond complètement la loi de 1898.

Il a été conçu dans un sens très favorable à l'ouvrier. Il a été exposé ce qu'il fallait penser de son article 6 qui contient la nouvelle rédaction proposée de l'article 7 de la loi du 9 avri 1898.

Il est certain que les très nombreuses décisions rendues à propos de l'interprétation de cet article, ont guidé le législateur.

La jurisprudence a vraiment préparé la loi.

Ce projet donne à la victime un droit de recours conformément aux règles du droit commun, en cas de crime ou de délit intentionnel du patron ou de ses ouvriers et préposés.

Et c'est justice, car la solution contraire à laquelle la Cour de Cassation avait dû se rallier ne trouvait son fondement que dans l'interprétation rigoureuse mais inéluctable des textes.

Il donne à l'employeur « une action pour lui permettre de faire valoir ses droits propres » et ainsi il supprime toute la controverse relative au fondement et à la nature de ses droits.

Voilà deux questions heureusement mises au point.

Mais on ne peut en dire de même en ce qui concerne les autres modifications apportées à la rédaction de l'article 7; tant par le projet voté par la Chambre des Députés, que par le texte proposé par la Commission Sénatoriale de l'Hygiène, notamment

en matière d'allocation d'un capital, de responsabilité partagée, et de revision.

Quoiqu'il en soit, « l'article 7 » n'est pas encore un sujet épuisé.

D'anciennes controverses comme celles du « travail en commun » n'ont pas été éteintes par le législateur.

De nouvelles surgiront sur les points signalés, et il est bien difficile d'apercevoir les solutions que les tribunaux pourront leur donner.

La Cour Suprême sera encore sollicitée.

La doctrine sera encore divisée.

Le législateur sera encore obligé d'intervenir.

Pourtant, pour résoudre les problèmes que pose l'article 7, il convient de se conformer à l'idée directrice que nous avons suivie au cours de cette étude : s'en référer au droit commun, chaque fois que la loi du 9 avril 1898 ne s'y oppose pas impérativement.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

Cass. Req. : Arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation.

Cass. Civ. : Arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation

Cass. Crim. : Arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation.

Cass. Ch. réun. : Arrêt des Chambres réunies de la Cour de Cassation.

Cons. d'Et. : Arrêt du Conseil d'Etat.

Cr. : Arrêt d'une Cour.

Trib. Civ. : Jugement d'un Tribunal Chambre Civile.

Trib. Corr. : Jugement d'un Tribunal Chambre Correctionnelle.

Trib. Com. : Jugement d'un Tribunal de Commerce.

Art. : Article.

L. : Loi.

Déc. : Décret.

D. P. : Recueil Périodique Dalloz.

D. H. : Recueil Hebdomadaire Dalloz.

S. : Sirey.

Gaz. Pal. : Gazette du Palais.

Gaz. Trib. : Gazette des Tribunaux.

Rec. des Som. : Recueil des Sommaires.

Racc. : Recueil de jurisprudence des Accidents du Travail,
art. 7.

Rec. Pér. Ass. : Recueil périodique des Assurances.

Rec. Acc. Trav. : Recueil des Accidents du Travail.

Rev. Gén. Ass. T. : Revue Générale des Assurances Terrestres.

Bull. Cass. Civ. : Bulletin des Arrêts de la Cour de Cassation
Civile.

Bull. Cass. Crim. : Bulletin des Arrêts de la Cour de Cassation
Criminelle.

Vu : Le Président,

Vu : Le Doyen.

RIPERT.

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE. — LE RECOURS CONTRE LE PATRON..	15
CHAPITRE I. — <i>En cas de faute du patron</i>	15
CHAPITRE II. — <i>En cas de crime ou de délit intentionnel du patron ou d'un de ses préposés</i>	23
CHAPITRE III. — <i>En Alsace et Lorraine</i>	27
DEUXIEME PARTIE. — LE RECOURS CONTRE LE TIERS RESPONSABLE	31
CHAPITRE I. — <i>Recours exercé par la victime ou ses représentants</i>	31
CHAPITRE II. — <i>Recours exercé par le patron et l'assureur</i>	43
CHAPITRE III. — <i>La notion de tiers et du travail en commun</i>	63
CHAPITRE IV. — <i>Les formes de l'indemnité mise à la charge du tiers responsable</i> ..	73
CHAPITRE V. — <i>L'exonération du patron et de l'assureur</i>	89
CHAPITRE VI. — <i>En Alsace et Lorraine</i>	105
CONCLUSION	106

